



TFU

Promouvoir la
conservation et
la mise en valeur durable
des forêts tropicales

ISSN 1022-5439

ACTUALITÉS DES FORÊTS TROPICALES

Vol. 30 Numéro 1 2021



Biodiversité: la remontée s'annonce rude

La menace qui pèse sur la biodiversité est immense. Selon la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), si l'on n'agit pas pour juguler les facteurs d'appauvrissement de la biodiversité, un million d'espèces animales et végétales sont vouées à l'extinction, et ce en l'espace de quelques décennies pour nombre d'entre elles (IPBES, 2019). Qui plus est, faute d'action de ce type, le rythme de l'extinction des espèces ira en s'accroissant.

L'on ne sait pas exactement quelles conséquences aura cette disparition catastrophique de la diversité biologique, mais il y a fort à parier qu'elles ne seront bonnes ni pour la planète ni pour nous en tant qu'espèce.

En ce qui concerne les forêts tropicales, elles abritent, estime-t-on, les trois quarts de la biodiversité terrestre mondiale et ce qu'il adviendra de leur sort est donc crucial. Depuis plus de 30 années, l'OIBT œuvre à encourager la gestion

durable de ces forêts, laquelle permet de sauvegarder la biodiversité tout en permettant aux populations de dégager un revenu et aux pays tropicaux d'aspirer à un développement durable.

L'OIBT a noué un solide partenariat avec la Convention sur la diversité biologique (CDB), un traité dont l'objet est «la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques». En 2009, l'OIBT et le Secrétariat de la CDB ont en effet signé un protocole d'accord, puis, en 2010 créé l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur des forêts tropicales dans le but d'améliorer la conservation de leur biodiversité. Durant cette période de dix ans entre 2010 et 2020, l'Initiative a ainsi accompagné 16 projets, dont ce numéro de TFU présente quelques-uns des résultats. Les résultats de ces projets, dont de précieux enseignements ont été tirés, sont

Dans ce numéro: collaboration avec la Convention sur la diversité biologique • mangroves • Tanintharyi

La chronique du Directeur exécutif	3
En conclusion de mon mandat à l'OIBT. <i>G. Dieterle</i>	
Deux organisations animées d'un objectif commun	5
Avec pour objectif de valoriser la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales, l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la biodiversité des forêts tropicales, en cours depuis une décennie, a été couronnée de succès. <i>I. Thompson, J. Blaser et M. Feurer</i>	
Restauration du delta de la Rewa	9
Pour garantir des écosystèmes de mangrove sains, résilients et productifs à Fidji, il est essentiel de responsabiliser les communautés côtières et les femmes. <i>A. Ramulo, S. Lal et H. O. Ma</i>	
Myanmar: Éléphants, léopards et moyens d'existence dans les montagnes de Tanintharyi	15
Un projet de l'OIBT a amorcé un effort de conservation de la biodiversité dans un secteur limitrophe de la Thaïlande touché par des conflits. <i>T. Naing Oo, P. P. Lwin et H. O. Ma</i>	
Introduction du nouveau cadre d'audit des projets de l'OIBT	19
L'Organisation étend ses meilleures pratiques comptables aux agences d'exécution de ses projets. <i>S. Kawaguchi</i>	
Rapport de bourse	22
Un lauréat d'une bourse de l'OIBT obtenue en 2009 revient en 2020 avec une deuxième bourse pour progresser dans son parcours professionnel. <i>F. V. Guttierrez</i>	
Tendances du marché	26
En Europe, la demande pourrait repartir et la gigantesque épargne des ménages être libérée en 2021. <i>M. Adams</i>	
Quoi de neuf sous les tropiques	30
Parutions récentes	31
Réunions	32



Photo: R. Carrillo/OIBT

Rédacteur en chef Ramón Carrillo
Assistant de rédaction Kenneth Sato
Assistante administrative Kanako Ishii
Traduction Claudine Fleury
Maquette DesignOne (Australie)
Impression et distribution Hakon Holm Grafisk ApS (Danemark)

Actualités des Forêts Tropicales (TFU) est une revue trimestrielle publiée en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que TFU et l'auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur papier METAPAPER SILK RECYCLING certifié par le PEFC (sources mixtes) et au moyen d'encre végétales à base de soja. Tous les papiers METAPAPER sont fabriqués au moyen d'énergies renouvelables, 74,66 pour cent en moyenne.

TFU est distribué gratuitement à plus de 15 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. TFU est également téléchargeable en ligne sur le site www.itto.int, ainsi que dans l'App Store d'Apple et sur Google Play.

Organisation internationale des bois tropicaux
International Organizations Center – 5^e étage
Pacifico-Yokohama, 1-1-1 Minato Mirai, Nishi-ku
Yokohama 220-0012 Japon
Téléphone: +(81)-(0)45-223 1110
Télécopie: +(81)-(0)45-223 1111
tfu@itto.int
www.itto.int

Photo de couverture: Un riverain escalade un arbre pour prélever un spécimen dans le cadre de l'inventaire de la biodiversité, financé par l'OIBT, dans le Parc national de Pulong Tau, au Sarawak, en Malaisie. Photo: © P. Chai

d'autant plus remarquables au regard de leur modeste coût financier. Dans son ultime chronique (*page 3*) avant son départ de l'OIBT, le Directeur exécutif, Gerhard Dieterle, se dit ravi que la collaboration entre l'OIBT et la CDB ait été récemment renouvelée. Sachant que la biodiversité des forêts se situe en majeure partie en dehors des aires protégées, explique M. Dieterle, il est absolument vital de «juguler son appauvrissement», ce qui constitue un élément central de l'utilisation durable.

Ian Thompson et ses co-auteurs (*page 5*) présentent le bilan de leur évaluation de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration au terme d'une décennie de fonctionnement. Ils évoquent ainsi toute une série de réalisations notables et en distillent les enseignements qui peuvent être immédiatement appliqués à des projets ultérieurs.

Aporosa Ramulo et ses co-auteurs (*page 9*) décrivent un projet mené à Fidji dans le cadre de l'Initiative, qui a travaillé avec des groupes de femmes de plusieurs villages en vue de réduire la pression sur les mangroves et de commencer à les restaurer. Les parties prenantes évoquent diverses retombées du projet, dont le retour d'espèces marines et de meilleures options pour leurs moyens d'existence. Les auteurs expliquent que Fidji étant de plus en plus vulnérable au changement climatique, il est en conséquence essentiel de responsabiliser les communautés côtières pour enrayer la dégradation des mangroves et pouvoir ainsi accroître leur résilience face aux chocs climatiques.

Thang Naing Oo et ses co-auteurs (*page 15*) abordent les travaux exécutés dans le cadre d'un projet au Myanmar, également dans le cadre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration, qui vise à améliorer la conservation de la biodiversité dans le secteur des Monts-Tanintharyi situé à la frontière avec la Thaïlande – une écorégion terrestre d'importance planétaire – qui abrite les plus grandes diversités d'espèces d'oiseaux et de mammifères de la région Indo-Pacifique. Le projet a notamment travaillé sur la gestion des écosystèmes, l'amélioration des moyens d'existence locaux, la participation multipartite et le renforcement des capacités. Les auteurs concluent que le coup d'envoi a été donné, mais qu'il faut poursuivre l'effort, y compris pour renforcer la coordination transfrontière entre institutions.

Plus loin dans ces pages, Simon Kawaguchi (*page 19*) présente le nouveau cadre d'audit des projets de l'OIBT, qui a été conçu afin d'être en conformité avec les meilleures pratiques comptables et améliorer ainsi la transparence et la reddition de comptes chez les parties prenantes à l'Organisation.

Felipe Veluk Gutierrez, lauréat d'une bourse de l'OIBT (*page 22*), relate son parcours professionnel de forestier social, au fil duquel deux bourses de l'OIBT l'ont accompagné, l'une en 2009 et l'autre en 2020. Cette deuxième bourse va permettre à Felipe de conduire des travaux sur site en Amazonie brésilienne, en lien avec le doctorat en conservation et développement des forêts tropicales qu'il prépare actuellement. L'un de ses principaux centres d'intérêt est la diversité bioculturelle, qui l'amène à travailler avec des communautés autochtones sur le développement collaboratif de chaînes de valeur pour la noix du Brésil, originaire de l'Amazonie.

Pour clore ce numéro, Mike Adams passe en revue les retombées de la pandémie de Covid-19 sur le secteur des bois tropicaux en Europe. Elles ont été substantielles, ainsi qu'en témoigne le recul, de 12 pour cent par rapport à la même période en 2019, des importations par l'Union européenne de produits bois tropicaux entre janvier et octobre 2020. En revanche, le redressement de la demande, et le fonds de relance de 1,8 trillion EUR, devraient stimuler la croissance, et possiblement la demande connexe en bois tropicaux.

La conservation de la biodiversité et un secteur du bois dynamique ne sont pas nécessairement contradictoires, la clé en étant la gestion durable des forêts, une approche qu'a adoptée l'OIBT depuis la création de l'Organisation dans les années 80. Si, depuis ces premiers temps, d'énormes changements sont intervenus – que ce soit au niveau des forêts, des sociétés ou des politiques –, il n'en demeure pas moins que l'utilisation durable des forêts tropicales naturelles reste un enjeu crucial pour l'avenir de la biodiversité de notre planète et des millions d'habitants qui sont tributaires de ses forêts.

Bibliographie

IPBES 2019. *Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*. Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES) Secretariat, Bonn, Allemagne.



La chronique du Directeur exécutif

En conclusion de mon mandat à l'OIBT



Sur le terrain: M. Dieterle s'adresse à du personnel forestier ainsi qu'à des habitantes, réfugiées et femmes déplacées qui travaillent sur un projet de l'OIBT destiné à réhabiliter une forêt près du village de Tien-Oula, dans le district de Duékoué, en Côte d'Ivoire. Photo: P. Masupa/OIBT

Chers lecteurs de TFU, chers collègues et amis,

Par ce message, je dis au revoir à tous ceux avec qui j'ai travaillé dans le cadre de l'exercice de mon mandat de Directeur exécutif de l'OIBT.

Au terme de quatre années aussi palpitantes que difficiles, je quitte l'Organisation le 31 mars 2021. Au cours de mon mandat, l'OIBT a suivi un processus de rétablissement financier et organisationnel, de même qu'une réorientation de ses thématiques et de sa stratégie. Nous avons ainsi accompli de grandes choses et avons bien avancé.

Grâce aux efforts conjugués du personnel dévoué du Secrétariat, il est désormais jugé que l'OIBT applique les normes des meilleures pratiques dans sa gestion financière et sa comptabilité, et que la pleine transparence est assurée. C'est sur cette base que l'OIBT peut réassumer le rôle et le créneau uniques qu'elle occupe au sein du régime forestier mondial en sa qualité de membre du Partenariat de collaboration sur les forêts. C'est aussi le socle à partir duquel elle répondra efficacement et en temps opportun aux nouveaux défis dramatiques provoqués par la déforestation et la dégradation des forêts, le changement climatique et l'appauvrissement planétaire de la biodiversité.

Je remercie le Conseil international des bois tropicaux de l'appui stratégique qu'il m'a apporté, lequel a été déterminant pour recentrer l'OIBT sur son mandat essentiel, qui consiste à aider ses membres à atteindre leurs objectifs sur le plan de la gestion et de l'utilisation des forêts tropicales, ce de manière durable et équitable.

L'OIBT a adopté, à titre pilote, une nouvelle démarche programmatique, qui rompt de manière notable avec le passé. L'un de ses trois nouveaux axes se rapporte aux chaînes d'approvisionnement légales et durables, qui prescrit une approche intégrale couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis l'arbre en forêt jusqu'au produit sur le marché. Elle exige collaboration, responsabilité et transparence de la part de tous les participants, y compris aménagistes forestiers, transformateurs, négociants et acheteurs, sur la base de flux de produits qui soient vérifiables ou certifiés. Je suis ravi que cette nouvelle démarche soit déjà appliquée à plusieurs projets de nouvelle génération de l'OIBT.

Les données récentes montrent que, si l'on veut sauver et restaurer l'intégrité, la substance et la diversité des forêts de la planète, il sera crucial de mettre fin à la dégradation des forêts.

Cet ambitieux objectif ne saurait être atteint qu'en faisant appel à des concepts d'utilisation durable qui soient économiquement viables et en mesure de satisfaire les besoins des communautés tributaires des biens et services forestiers pour leurs moyens d'existence. Forte de son nouvel axe programmatique relatif à la restauration des paysages et aux moyens d'existence, l'OIBT aidera ses pays membres à mettre au point des démarches intégrées qui non seulement restaurent les écosystèmes et l'environnement en général, mais créent aussi des moyens d'existence pérennes et réduisent la pauvreté.

Je suis particulièrement heureux du fait que, en février 2021, les secrétariats de l'OIBT et de la Convention sur la diversité biologique aient convenu de renouveler et de renforcer leur collaboration en vue d'améliorer les valeurs des paysages forestiers, dont la biodiversité et les services écosystémiques. Sachant que la biodiversité des forêts se situe en majeure partie en dehors des aires protégées, il est absolument vital de juguler son appauvrissement spectaculaire, ce qui constitue un élément central de l'utilisation durable. Armée de son nouvel axe programmatique relatif à la biodiversité et aux services écosystémiques, l'OIBT est en mesure de jouer un rôle central au sein du régime international des forêts pour promouvoir les biens publics mondiaux dans le cadre de concepts d'utilisation durable.

Je suis persuadé que la démarche programmatique pilote et la nouvelle architecture de financement adoptées par le Conseil international des bois tropicaux constituent des tournants importants et qu'elles constitueront une assise viable pour piloter l'OIBT à l'avenir.

Je souhaite à mon successeur le meilleur et d'assumer la relève avec succès pour rendre la nouvelle démarche pleinement opérationnelle et obtenir les moyens nécessaires à sa mise en œuvre sur le terrain au bénéfice des populations et de la nature.

J'aimerais terminer en exprimant mon extrême reconnaissance pour l'appui que m'ont apporté mes collègues du Secrétariat ainsi que mes partenaires et amis durant les années gratifiantes de mon mandat. Je remercie enfin le Gouvernement du Japon et la Ville de Yokohama de leur merveilleuse hospitalité et de l'opportunité qu'ils m'ont offerte de découvrir l'extraordinaire et unique culture du Japon.

Gerhard Dieterle

Annonce de vacance du poste de Directeur exécutif

L'annonce de poste vacant qui suit est mise en ligne conformément aux dispositions de la Décision 5(LVI) du CIBT «Questions relatives à l'article 14 de l'AIBT de 2006, ayant trait au recrutement, à la sélection et au mandat du Directeur exécutif»¹.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature:
15 avril 2021, à 23 h 59 (heure du Japon)

Poste/titre: Directeur exécutif
Niveau (Grade): ASG
Lieu d'affectation: Yokohama (Japon)
Date d'entrée en fonction: 1^{er} décembre 2021²
Durée de l'affectation: durée déterminée de 4 années

(prorogable pour une durée maximale de deux années, sous réserve de l'approbation du Conseil)

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), organisation de produits de base dont le siège est sis à Yokohama (Japon), procède actuellement à la nomination d'un nouveau Directeur exécutif.

L'OIBT a pour mission de favoriser l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux issus de forêts en gestion durable exploitées dans la légalité, et d'encourager la gestion durable des forêts productrices de bois tropicaux. Le Directeur exécutif est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation internationale des bois tropicaux et il est responsable devant le Conseil international des bois tropicaux de l'administration et du fonctionnement de l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux (AIBT) en conformité avec les décisions du Conseil (article 14.3 de l'AIBT de 2006).

Fonctions:

- Le Directeur exécutif dirige, supervise et guide les travaux et la performance du Secrétariat de l'OIBT suivant une vision stratégique en accord avec le mandat que lui confère le Conseil;
- Il met en œuvre les priorités stratégiques, politiques et initiatives dans le respect des modalités arrêtées par le Conseil;
- Il dirige les aspects financement, gestion des risques et gouvernance de l'Organisation;
- Il assure une gestion efficace, efficace et transparente des structures et procédures d'administration et de fonctionnement de l'AIBT de 2006 qui sont en place;
- Il favorise et valorise les synergies et la collaboration entre les membres de l'Organisation;
- Il représente l'OIBT; renforce et maintient des partenariats étroits avec les parties prenantes de haut niveau, dont les accords multilatéraux pertinents, les organisations internationales, les représentants des gouvernements aux échelons pertinents, la société civile, y compris le secteur privé, et l'Organisation des Nations Unies afin d'assurer l'exécution de l'AIBT de 2006;
- Il supervise et met en œuvre des stratégies visant à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des priorités stratégiques, politiques et initiatives décidées par le Conseil, au développement des relations avec des donateurs qui ne sont pas membres de l'OIBT et des stratégies de partenariat avec les parties prenantes, dont des modalités novatrices de mobilisation de ressources;
- Il crée au sein du Secrétariat un environnement qui soit propice à l'innovation et motive les autres à transformer sa vision en résultats.

L'OIBT met en œuvre l'égalité des opportunités dans sa politique de recrutement et examinera toutes les candidatures sans distinction de sexe, de religion, de race ou d'orientation sexuelle. Le/la candidat(e) doit cependant être un(e) ressortissant(e) d'un pays membre de l'OIBT³.

1. Compétences

Faire preuve de:

- Professionnalisme: compétence professionnelle et maîtrise de la discipline concernée, consciencieux et efficace dans le respect des engagements, le respect des échéances et l'obtention de résultats;
- Responsabilité: aptitude à travailler en conformité avec le règlement de l'Organisation en vigueur et à obtenir d'excellents résultats dans le respect des délais convenus, des coûts projetés et des normes de qualité spécifiées, et en toute transparence;
- Communication: aptitude à communiquer de manière efficace à l'oral et à l'écrit à destination de publics très divers. Doté de capacité d'écoute, interprète correctement les messages qui lui sont adressés et y répond de manière prompte et appropriée. Ouvert au libre partage de l'information et tient les personnes informées;
- Direction/encadrement: aptitude à motiver le personnel et à déléguer de manière idoine à chacun des membres du personnel les responsabilités, la reddition de comptes et le pouvoir de prendre des décisions. S'assure que les rôles, responsabilités et liens hiérarchiques sont clairs, et que les progrès soient suivis par rapport à des objectifs;
- Normes éthiques: attaché à mettre en œuvre les standards éthiques les plus élevés dans l'accomplissement de sa mission et des objectifs de l'OIBT;
- Diversité et équilibre entre les sexes: attaché à favoriser l'égalité des opportunités et à appliquer les Lignes directrices de l'OIBT sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes;
- Talents diplomatiques et capacité de négociation: une expérience de la collaboration avec des représentants de haut niveau émanant des États, d'organisations internationales, du secteur privé et de la société civile, et l'aptitude à engager le dialogue avec les donateurs.

2. Expérience professionnelle

- Expérience managériale: des compétences avérées doublées d'une expérience d'au moins quinze années dans la prise progressive de responsabilités sur le plan de la gestion de programmes complexes, des ressources humaines et financières, et de la planification stratégique dans des domaines relevant de la foresterie, du commerce, de l'environnement et autres secteurs connexes;
- Expérience spécifique: une expérience confirmée dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, en particulier la gestion durable des forêts et le commerce du bois connexe, sera un atout certain;
- Expérience à l'international: activité professionnelle antérieure confirmée exercée à un niveau de direction dans le domaine international et/ou dans des organisations internationales, et habitude d'évoluer dans des contextes diversifiés et multiculturels; expérience professionnelle dans des domaines du ressort de l'OIBT dans plus d'une des régions des États membres de l'OIBT sera un atout;
- Renforcement de partenariats et expérience de la levée de fonds: expérience confirmée dans la mise en place de partenariats et/ou réseaux stratégiques, et dans la promotion d'initiatives avec des organisations partenaires. Une expérience reconnue dans la mobilisation de ressources financières sera un atout certain.

3. Formation

Diplôme de maîtrise ou de doctorat en foresterie, gestion et conservation des ressources naturelles, économie, administration des entreprises, ou tout autre domaine pertinent.

4. Langues

Maîtrise confirmée de la communication orale et écrite dans l'une des langues officielles de l'OIBT (anglais, français et espagnol) et, de préférence, une bonne connaissance des deux autres langues officielles de l'OIBT. Une très bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit est essentielle.

5. Salaire et émoluments

Le salaire est équivalent à celui d'un Secrétaire général adjoint (ASG) dans la grille des Nations Unies, assorti d'avantages tels que frais de déménagement, voyages au titre de congé dans les foyers tous les 24 mois, subventions à la scolarité des enfants, subventions au loyer, etc.

6. Conflit d'intérêts

Le/la candidat(e), ou tout membre de sa famille proche, ne doit avoir aucun intérêt financier particulier dans l'industrie du bois ou le commerce du bois ni dans aucune autre activité connexe. Le/la candidat(e) est tenu(e) – dans son dossier de candidature – de mentionner tous liens de nature professionnelle ou personnelle, y compris ceux associés à des emplois antérieurs, qui ont pris fin, qui pourraient donner l'impression qu'il y a un conflit d'intérêts. Le/la candidat(e) est tenu(e) d'apporter des clarifications et des informations sur la manière dont il/elle a l'intention de prévenir et de gérer de manière proactive toute situation dans le contexte de laquelle ce type de liens ou autres intérêts à caractère personnel pourraient entrer en conflit avec les intérêts de l'OIBT, ou en donner l'apparence, dans l'éventualité où le/la candidat(e) serait nommé(e) au poste de Directeur exécutif.

7. Déclaration de casier judiciaire vierge

Les candidats retenus pour la présélection seront requis de remplir une auto-attestation par laquelle ils déclarent n'avoir commis aucune infraction pénale, ni avoir été condamnés ou poursuivis à cet égard. S'il existe des informations attestant du contraire, les candidats devront fournir par écrit des clarifications et des informations sur les circonstances en question, pour examen par le Jury de sélection.

8. Modalités du mandat

Le mandat est d'une durée de quatre (4) années. Il est assorti d'une option de prorogation d'une durée maximale de deux (2) années supplémentaires subordonnée à l'approbation du Conseil, et tenant compte de l'article 7.4a des Statut et Règlement du personnel de l'OIBT, en vertu duquel l'âge de départ à la retraite est celui prescrit par les Nations Unies⁴.

9. Candidatures

Les dossiers de candidature renseignés par écrit, comportant une lettre de motivation indiquant comment le/la candidat(e) satisfait aux qualifications requises, un exemplaire du formulaire de renseignements personnels des Nations Unies (formulaire P-11) dûment rempli, un curriculum vitae et autres pièces complémentaires se rapportant aux qualifications du poste ainsi qu'une photo d'identité récente, doivent parvenir au siège de l'OIBT au plus tard le **15 avril 2021 à 23 h 59 (heure du Japon, JST)**. Les dossiers de candidature peuvent être envoyés par courriel, courrier postal ou télécopie aux coordonnées suivantes:

Executive Director,
International Tropical Timber Organization
International Organizations Center,
5th Floor Pacifico-Yokohama,
1-1-1, Minato-Mirai, Nishi-ku,
Yokohama, 220-0012 Japan
Téléphone: (81-45) 223-1110
Télécopie: (81-45) 223-1111
Courriel: itto@itto.int

⁴ Un membre du personnel ne doit normalement pas être retenu au service de l'Organisation au-delà de l'âge de départ à la retraite prescrit par les Nations Unies, auquel âge il est censé prendre sa retraite. Un départ à la retraite anticipé conforme aux règles du Fonds de prévoyance peut être convenu entre l'Organisation et le membre du personnel concerné.

¹ Disponible sur: www.itto.int/fr/council_committees/decisions

² Ou sauf décision contraire du Conseil international des bois tropicaux à sa 57^e session.

³ Consulter: www.itto.int/fr/about_itto/members

Deux organisations animées d'un objectif commun

Avec pour objectif de valoriser la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales, l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la biodiversité des forêts tropicales, en cours depuis une décennie, a été couronnée de succès

par Ian Thompson,¹
Juergen Blaser²
et Mélanie Feurer²



L'école de la forêt: Des écoliers apprennent l'importance de la biodiversité dans le cadre d'activités appuyées par l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en vue de renforcer la gestion transfrontière du Triangle d'émeraude partagé entre le Cambodge, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande. Photo: OIBT/Département royal des forêts (Thaïlande)

¹ Thompson Forest Ltd, Kelowna, CB, Canada (ian.thompsonforest@gmail.com)

² École des sciences agricoles, forestières et de l'alimentation, Université des sciences appliquées de Berne, Berne, Suisse

En 2010, l'OIBT a signé un protocole d'accord avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) portant création de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales. Le but de cette Initiative était – et demeure – de valoriser la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales en s'attaquant aux deux principaux facteurs d'appauvrissement de la biodiversité dans les forêts tropicales: leur déforestation et leur dégradation. L'Initiative a quatre objectifs, qui sont les suivants:

- 1) valoriser la capacité locale sur le plan de la conservation de la biodiversité dans les forêts de production et celui de la réhabilitation des forêts dégradées et secondaires;
- 2) améliorer la conservation et la gestion des aires protégées, en particulier en association avec les aires protégées tampons, et la conservation transfrontière;
- 3) sauvegarder la biodiversité des forêts tropicales lors des interventions forestières, y compris dans les projets se rapportant à la REDD+; et
- 4) améliorer le bien-être des communautés locales et des groupes autochtones dans le cadre de la conservation de la biodiversité et de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Ces objectifs sont en accord avec les Objectifs mondiaux relatifs aux forêts, ainsi que nombre des Objectifs de développement durable (en particulier l'Objectif 15) et plusieurs Objectifs d'Aichi liés à la biodiversité (5, 7, 11, 14 et 15).

L'Initiative OIBT-CDB de collaboration reconnaît l'importance des aires protégées et de l'extraordinaire biodiversité unique aux forêts tropicales, mais aussi que, dans leur majeure partie, la biodiversité et les services écosystémiques qui en découlent sont présents en dehors des aires protégées au sein de paysages aménagés. Pour pérenniser la biodiversité dans le temps, il est par conséquent nécessaire de correctement gérer un paysage, où la conservation constitue un objectif central.

Cette Initiative a été conçue dans le but d'accompagner les efforts que déploient les pays producteurs membres de l'OIBT pour mettre en œuvre le Programme de travail de la CDB sur la biodiversité des forêts, le Plan d'action stratégique de l'OIBT et l'Accord international sur les bois tropicaux. Sa pertinence a été relevée dans une décision de la Conférence des Parties (CdP) à la CDB qui portait sur la prise en compte systématique et l'intégration de la biodiversité au sein de chaque secteur et entre eux, plus précisément en ce qui concerne l'utilisation durable des forêts dans la planification des réseaux d'aires protégées et de leurs zones tampons¹. Cette même décision de la CdP indiquait la pertinence des *Directives OIBT-UICN pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans les forêts tropicales productrices de bois*.

Au cours de la décennie 2011-2020, l'Initiative de collaboration OIBT-CDB a accompagné 16 projets (des articles de ce numéro de TFU sont consacrés à certains d'entre eux), dont la valeur totale dépasse 13 millions \$EU (figure 1)². Le tableau 1 répertorie ces projets et indique ceux des quatre objectifs auxquels ils ont le plus contribué.

Sur ces 16 projets:

- Cinq se situaient dans des zones transfrontières (par ex., la zone du Triangle d'émeraude partagée entre le Cambodge, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande).
- Quatre ont œuvré à améliorer la gestion des forêts dans divers types de réserves (par ex., une réserve de biosphère au Bénin).
- Cinq ont amélioré la gestion de forêts de production (par ex., des mangroves à Fidji).

¹ Décision XIII/3 de la CdP à la CDB: «Mesures stratégiques en vue de la mise en œuvre du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, notamment en ce qui concerne l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs». www.cbd.int/doc/decisions/cop-13/cop-13-dec-03-fr.pdf, para 12 et 55.

² Certains de ces projets sont encore en cours et recherchent des fonds afin d'élargir leur portée et poursuivre leurs travaux.

Figure 1: Localisation des 16 projets exécutés dans le cadre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la biodiversité des forêts tropicales



Tableau 1: Les 16 projets exécutés dans le cadre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales et leurs liens avec les objectifs de l'Initiative

Intitulé du projet	Pays d'exécution du projet	Objectifs			
		1	2	3	4
1	Renforcement des capacités à la gestion durable et à la conservation des forêts du bassin du Congo	Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Gabon			
2	Gestion du complexe de forêts protégées du Triangle d'émeraude	Cambodge, Thaïlande			
3	Conservation de l'écosystème des mangroves de la biosphère du nord-ouest péruvien	Pérou			
4	Conservation transfrontière de la biodiversité du Parc national de Betung Kerihun	Indonésie, Malaisie			
5	Gestion de la zone tampon du Parc national de Pulong Tau avec les communautés riveraines	Malaisie			
6	Gestion intégrée des ressources naturelles de la chaîne du volcan Tacaná	Guatemala, Mexique			
7	Conservation d'une sélection d'essences indigènes de haute valeur à Sumatra	Indonésie			
8	Remise en état et gestion durable des forêts sacrées sur les sites Ramsar 1017 et 1018	Bénin			
9	Renforcement des capacités en gestion durable des forêts et emploi de l'imagerie satellite dans le bassin du Congo	Angola, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda			
10	Renforcement des capacités des pays membres de l'Organisation du traité de coopération amazonienne en gestion des forêts amazoniennes	Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname, Venezuela			
11	Conservation transfrontière de la biodiversité des Monts-Tanintharyi	Myanmar			
12	Restauration et gestion durable des mangroves du delta de la Rewa par les communautés	Fidji			
13	Renforcement des capacités en gestion durable des forêts tropicales sèches de la côte nord du Pérou	Pérou			
14	Restauration et gestion durable des forêts sacrées sur les sites Ramsar 1017 et 1018	Bénin			
15	Élaboration d'un programme de restauration des paysages forestiers sur la base des lignes directrices de l'OIBT	Guatemala			
16	Restauration de la Réserve de biosphère de Cibodas avec les parties prenantes locales	Indonésie			

Note: X = le projet a substantiellement contribué à l'objectif. Objectif 1 = «valoriser la capacité locale sur le plan de la conservation de la biodiversité dans les forêts de production et celui de la réhabilitation des forêts dégradées et secondaires»; Objectif 2 = «améliorer la conservation et la gestion des aires protégées, en particulier en association avec les aires protégées tampons, et la conservation transfrontière»; Objectif 3 = «sauvegarder la biodiversité des forêts tropicales lors des interventions forestières, y compris dans les projets se rapportant à la REDD+»; Objectif 4 = «améliorer le bien-être des communautés locales et des groupes autochtones dans le cadre de la conservation de la biodiversité et de l'utilisation durable des ressources naturelles». ^a Ce projet a fait suite à un projet similaire répertorié ci-dessus.

- Deux ont amélioré l'éducation à la conservation de la biodiversité et la gestion durable des forêts, à destination des aménagistes forestiers d'Afrique subsaharienne et du bassin de l'Amazonie supérieur.
- Onze ont contribué aux moyens d'existence des communautés vivant dans des aires protégées ou à proximité (par ex., dans la zone d'influence du volcan Tacaná à la frontière entre le Guatemala et le Mexique).
- Six ont mobilisé des communautés locales dans la gestion durable des forêts (par ex., gestion des zones tampons riveraines du Parc national de Pulong Tau, en Malaisie)³.

Un aspect propre à l'Initiative a été l'attention portée à la conservation transfrontière et à la promotion de la conservation des écosystèmes par delà les frontières des pays limitrophes.

Réalisations et enseignements des projets

Au nombre des réalisations notables de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration, on citera: l'expansion, sur plus de 700 000 hectares, d'une aire protégée de mangrove au Pérou; une meilleure compréhension de la circulation des animaux entre le Cambodge et la Thaïlande, qui a débouché sur l'amélioration des protocoles de gestion des aires protégées transfrontières; plus de 120 hectares de mangrove plantés à Fidji; et plus de 400 forestiers d'Afrique centrale formés à la gestion durable des forêts.

Les enseignements importants dégagés de la mise en œuvre des 16 projets de l'Initiative, résumés ci-après, peuvent être immédiatement appliqués à de futurs projets exécutés dans le cadre de l'Initiative.

Travail avec les communautés locales

- Tout projet traitant de la conservation et de la gestion durable des forêts – en particulier dans les aires protégées et leurs zones tampons – devrait régulièrement organiser des concertations avec les communautés locales et les groupes autochtones de la zone d'influence, et permettre leur implication. Les communautés autochtones et autres communautés locales doivent tirer des avantages de ce type de projet, et les droits fonciers traditionnels et pratiques connexes doivent pouvoir perdurer.
- Un projet conçu pour améliorer les moyens d'existence peut avoir des effets bénéfiques sur les revenus locaux s'il est planifié en consultation avec les communautés concernées. Des indicateurs clairs devraient être fixés pour mesurer l'effectivité de ce type de projet s'agissant de traiter les moyens d'existence de long terme, la durabilité et la conservation de la biodiversité.
- Il est essentiel de renforcer les capacités des communautés locales et du personnel des pouvoirs publics, et de les sensibiliser, en vue d'améliorer la gestion des forêts et des paysages. Les capacités existantes de ces parties prenantes devraient être évaluées avant d'élaborer des programmes de formation et d'organiser des ateliers.
- La mise en place, dans les zones tampons des aires protégées, de forêts communautaires est une approche prometteuse de la gestion des terres. Ces forêts devraient être créées dans des



Zone d'interdiction de vol: Un gobemouche bleuâtre (*Cyornis unicolor*) perché sur une branche dans la Réserve de biosphère de Cibodas, en Indonésie. Photo: © Ida Rohaida

lieux idoine afin d'accroître leurs chances de prospérer. Par exemple, une forêt communautaire établie dans une forêt dégradée aura moins de chances d'engendrer des avantages financiers à moyen terme, ce qui réduira d'autant l'intérêt de la communauté à gérer ce type de forêt.

Travailler avec les pouvoirs publics

- Les autorités publiques locales, tous échelons confondus (par ex., municipal, district et provincial), devraient être autant que possible impliquées dans les projets, et une communication régulière devrait être assurée. Un moyen d'y parvenir est d'inclure des représentants de tous les échelons des pouvoirs publics dans les comités de pilotage d'un projet.
- Il est essentiel d'avoir le soutien politique de tous les échelons des pouvoirs publics des pays participants pour assurer la réussite d'un projet de conservation et de restauration transfrontières, et pérenniser ses acquis dans la durée.
- Les promoteurs d'un projet doivent veiller à ne pas s'investir excessivement dans une conception de projet qui dépasse le budget ou la capacité locale à opérer les travaux.
- Les membres d'un comité de pilotage d'un projet de conservation et de restauration transfrontières devraient inclure tous les organismes compétents à l'échelon le plus élevé des pouvoirs publics. Cela s'impose pour assurer que les pays participants comprennent clairement les engagements nécessaires à la mise en œuvre des activités du projet et à la réalisation des acquis souhaités.

Améliorer le suivi et les acquis

- Les données obtenues dans le cadre d'un projet devraient être examinées par un comité technique créé à cette fin.
- Un projet qui génère des informations de référence sur la biodiversité dans le cadre du suivi, ou mène des recherches sur les forêts, bénéficie substantiellement de l'incorporation de connaissances locales dans sa conception.

³ La plupart des projets ayant contribué à plus d'une de ces réalisations, le total est en fait supérieur à 16.

... Deux organisations animées d'un objectif commun

- Tout projet doit clairement indiquer ses objectifs en matière de biodiversité et ses contributions au Plan stratégique pour la biodiversité de l'après 2020, y compris les acquis escomptés, en ayant recours à des indicateurs de la biodiversité.
- Un projet devrait inclure des indicateurs mesurables pour effectuer le suivi de l'avancement vers les objectifs, tels que : superficie de forêt en gestion durable; superficie de forêt restaurée; superficie de forêt plantée ou enrichie; superficie des habitats améliorés pour les espèces prioritaires; et superficie étudiée ou en observation.

Verbatim

Les personnes impliquées dans des projets de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration ont dit vivement apprécier les modifications qui en ont découlé des travaux auxquels elles ont participé. Certaines sont citées ci-après.

M^{me} Eka Novriyanti, Indonésie, a dit: «nos activités [de projet] ont eu un retentissement sur la politique et les activités à l'échelon de l'État/de la province, en particulier concernant les arbres andalas (*Morus macroura*). Cette essence, qui est la plante emblématique de la province de Sumatra occidentale, semblait être tombée dans l'oubli, jusqu'au démarrage de notre projet. Depuis que le projet a commencé à soulever la question de la menace pesant sur les andalas, les autorités de la province ont lancé une campagne de plantation d'andalas dans les secteurs dépendant des offices de gouvernance, et le Gouverneur a donné pour consigne que la campagne soit menée intensivement par les Offices des services environnementaux de la province de Sumatra occidentale.»

M. Bienvenu Bossou, Bénin, a écrit: «Ce projet a eu un effet pédagogique de très grande portée et a donné lieu à une demande accrue par rapport à la diffusion de ses résultats. À cet effet, l'agence d'exécution, en collaboration avec l'Agence collaboratrice (Direction générale des eaux, forêts et chasse), a créé des fiches techniques de synthèse des stratégies de mise en œuvre du projet, des réalisations/acquis du projet ainsi que des leçons apprises sur des supports informatiques (clé USB, CD-ROM) largement diffusées auprès des parties prenantes et des principaux acteurs de la gestion des ressources naturelles. Elles servent de documents de référence recommandés par l'Administration forestière aux autres acteurs désireux de réaliser la gestion durable des forêts communautaires.»

M. Vicente Guadalupe, au nom de l'agence d'exécution, l'Organisation du Traité de coopération amazonienne, a écrit: «On notera que ces résultats favorables [du projet] – en termes d'information, d'échange des connaissances et de travail en réseau entre les professionnels des huit pays membres, d'élaboration du [protocole d'accord], de développement et de mise en œuvre de formations pilotes, de mise sur pied d'une stratégie de partage et de diffusion des informations obtenues, et autres résultats d'importance régionale qu'ont les projets – ont eu une influence directe sur le renforcement des capacités institutionnelles locales, nationales et régionales ainsi que techniques.»

Poursuivre le partenariat

Récemment, l'OIBT et la CDB ont officiellement prorogé jusqu'en 2025 leurs travaux menés en commun dans le cadre d'un nouveau protocole d'accord. L'Initiative OIBT-CDB de collaboration sera en conséquence révisée, dans le but de poursuivre son engagement de long terme à valoriser la conservation de la biodiversité dans les forêts tropicales avec la participation directe des parties prenantes locales. Entre autres choses, elle demeurera axée sur la gestion des paysages transfrontières; il s'agit d'une stratégie très efficace pour l'OIBT et la CDB en raison de l'importance d'encourager la gestion à l'échelle d'un paysage et de protéger les espèces en danger à travers les frontières, mais aussi de la capacité des deux institutions à rassembler des acteurs de plusieurs pays. L'Initiative révisée contribuera à la nouvelle version du Plan stratégique de l'OIBT, à apporter un appui à la réalisation des Objectifs de développement durable, ainsi qu'aux efforts s'inscrivant dans la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes (2021-2030).

Alors que se referme ce premier chapitre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration, l'OIBT et la CDB se réjouissent de prolonger leur collaboration en renouvelant leur accord et en poursuivant leurs efforts communs en vue de conserver la riche biodiversité des forêts tropicales.



«Je suis très heureuse d'appuyer le renouvellement de la collaboration entre la CDB et l'OIBT. Ce type de collaboration est essentiel si nous voulons encourager la conservation et l'utilisation durable des forêts tropicales dans le monde, et préparer la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité de l'après 2020 avec le soutien de la Décennie 2021-2030 des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes.»

— Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la CDB



«La protection et l'utilisation durable de la biodiversité mondiale sont cruciales à la vie sur Terre et à la survie de l'humanité. Dans sa majeure partie, cette biodiversité est située en dehors des aires protégées et doit donc être un aspect et une priorité essentiels à prendre en compte dans la manière dont nous employons les ressources et richesses naturelles de notre planète. Je suis en conséquence ravi que la collaboration entre l'OIBT et la CDB ait été renouvelée et enrichie. De concert, nous veillerons à ce que la biodiversité devienne une question fondamentale dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales du bois afin de contribuer ainsi à atténuer le changement climatique et à accroître la résilience à celui-ci, à créer des entreprises viables et à réduire l'inégalité et la pauvreté.»

— Gerhard Dieterle, Directeur exécutif de l'OIBT

Restauration du delta de la Rewa

Pour garantir des écosystèmes de mangrove sains, résilients et productifs à Fidji, il est essentiel de responsabiliser les communautés côtières et les femmes

par Aporosa Ramulo,¹
Sanjana Lal² et Hwan-Ok Ma³

¹ Coordinateur de projet, projet de l'OIBT PD 696/13 Rev.2 (F), Ministère de la foresterie, Suva, Fidji
(ramulo5772@gmail.com)

² Conservateur des forêts, Ministère de la foresterie, Suva, Fidji

³ Administrateur de projets, Secrétariat de l'OIBT, Yokohama, Japon



Renforcer la première ligne de défense: Un écosystème de mangrove prospère dans le village de Waicoka, site d'un projet de l'OIBT.
Photo: Laisiasa Dave Lavaki/Tropic Beat Studio

Situé dans l'océan Pacifique sud, l'archipel des Fidji comprend plus de 330 îles. Phénomène inquiétant, le niveau de la mer s'y est élevé de 6 mm en moyenne par an depuis 1993, un chiffre qui dépasse de beaucoup la moyenne mondiale, qui se situe entre 2,8 et 3,6 mm par an (Anonyme, non daté). Selon le gouvernement fidjien, 830 communautés côtières sont d'ores et déjà confrontées au changement climatique en raison de leur vulnérabilité à l'élévation rapide du niveau de la mer et des intrusions salines qui en résultent, 48 d'entre elles devant être relocalisées de toute urgence (Bossey, 2020). Le pays a donc placé l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets en tête de ses priorités.

Les ressources des mangroves procurent de nombreux services écosystémiques qui sont vitaux pour assurer la pérennité des communautés du littoral fidjien et leurs moyens d'existence. Avec une superficie totale estimée à 46 600 hectares, Fidji recèle la troisième plus vaste surface de mangroves dans la région Pacifique, derrière la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon, qui se trouvent essentiellement sur ses deux principales îles, Viti Levu et Vanua Levu. La plus importante surface de mangrove se situe dans le delta de la Rewa sur Viti Levu, où elle est indéniablement menacée.

Pour la plupart, les communautés du delta demeurent en grande partie tributaires des mangroves pour une large gamme de produits forestiers ou de la pêche, que ce soit pour leur subsistance ou le commerce. Ces écosystèmes offrent donc sur le plan économique, social et environnemental de nombreux avantages importants qui sont pour la plupart pris pour acquis, jusqu'à ce qu'il s'appauvrissent. Si elles ne détiennent aucun droit de propriété sur les mangroves ou leurs ressources, les communautés villageoises du littoral jouissent néanmoins d'une autonomie considérable quant à la manière de les utiliser; pour résumer, on s'en est longtemps remis à ces communautés pour préserver, sans les rémunérer, les ressources des mangroves de la nation qui, elles, appartiennent à l'État.

La plupart de ces forêts de palétuviers étant aujourd'hui dégradées, il est extrêmement urgent de les restaurer pour qu'elles redeviennent saines, résilientes et productives. Les reconstituer permettra d'offrir à toute une diversité de végétaux et animaux un lieu de reproduction et de croissance, ainsi qu'un habitat, et de constituer une barrière contre les marées de tempête et une protection contre l'érosion côtière. Il est donc indispensable de mener ce travail de restauration afin



Jeunes pousses: La dirigeante du groupe de femmes de Nasilai, Tagilala Vereti, dans une pépinière communautaire.

Photo: Aporosa Ramulo Livani/Ministère de la foresterie

de permettre aux communautés fidjiennes de faire face au changement climatique et à l'élévation du niveau de la mer. De nouvelles initiatives s'imposent au niveau des villages pour assurer la conservation, la protection et (lorsque nécessaire) le reboisement des mangroves. Ces initiatives doivent récompenser les efforts de conservation et de gestion que consentent les communautés au lieu de compter sur leur soutien du simple fait qu'il en irait «de leur propre intérêt».

Le projet de l'OIBT sur les mangroves du delta de la Rewa

L'objectif du projet de l'OIBT dans le delta de la Rewa, qui est mis en œuvre par le Ministère de la foresterie depuis octobre 2015¹, est d'enrayer la dégradation des ressources de la mangrove en créant des sites montrant comment réhabiliter et gérer en mode durable les zones humides du littoral et de la mangrove. Il s'est inspiré des conclusions d'un précédent projet coordonné par le Département de l'environnement², qui constataient que les forêts de palétuviers avaient été surexploitées, provoquant l'érosion des berges et des vasières. Le projet accompagne le Plan national quinquennal fidjien, qui prévoit que le Ministère de la foresterie assumera un rôle de premier plan en collaboration avec les parties prenantes pour accroître de 56 pour cent, dans une optique stratégique, les forêts du pays et reboiser 5 300 hectares au moyen d'essences indigènes d'ici à 2022, ce en plantant près de 1,5 million d'arbres indigènes dans les zones forestières déboisées et dégradées (encadré 1). Ce projet est l'un des 16 qui sont mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales³.

Les sites du projet de l'OIBT – dans les villages de Muanaira, Naivakacau, Narocake, Nasilai, Natila et Waicoka – se situent dans les provinces de Rewa et de Tailevu (figure 1 et figure 2). Les villageois y utilisent les mangroves pour leurs besoins en bois de feu, matériaux de construction, médicaments, aliments, teintures et matériel de pêche, et en tirer un revenu en numéraire. Le dogo (*Bruguiera gymnorrhiza*) est l'essence préférée pour le bois de feu, les autres essences d'usage fréquent étant tiri wai (*Rhizophora samoensis*), dabi (*Xylocarpus granatum*) et sagale (*Lumnitzera littorea*). Ces dernières, ainsi que misimisi (*Scirpodendron ghaeri*), soga (*Metroxylon* spp.) et borete (*Acrostichum aureum*), sont aussi employées dans la construction, principalement pour les petites cuisines, les toilettes et les abris temporaires. Les espèces de palétuviers les plus couramment utilisées à des fins médicinales sont le dabi, le tiri wai (les racines aériennes) et le verevere (*Clerodendrum inerme*).

Dans les six villages participant au projet, les familles ont peu d'options de moyens de subsistance en raison de la rareté du foncier disponible pour l'agriculture vivrière, de sorte qu'elles sont fortement tributaires des mangroves. Le projet leur a entre autres procuré diverses espèces d'arbres fruitiers à planter dans leur communauté et les a aidées à aménager des élevages de porcs, des ruchers, des bassins à crevettes en eau saumâtre comme sources alternatives de subsistance. Le projet a travaillé en collaboration avec les communautés et d'autres

Encadré 1: Encourager la plantation d'espèces indigènes dans le cadre du Plan quinquennal national de développement de Fidji

Trois approches centrales ont été employées pour encourager les particuliers et les communautés à réaliser des reboisements au moyen d'essences locales:

- 1) promouvoir la plantation d'essences indigènes assurant des fonctions dont les populations peuvent potentiellement tirer parti;
- 2) produire des plants d'essences indigènes pour la vente au public; et
- 3) soutenir la plantation d'essences indigènes pour offrir des opportunités de développement économique et social.

Lors de la cérémonie de lancement d'une pépinière d'essences indigènes à la station forestière de Vunimaqo le 25 juin 2018, le Ministre de la foresterie, M. Osea Naiqamu, a indiqué que la construction de la pépinière aiderait à atteindre les objectifs de gestion et de développement durables dans le secteur forestier fidjien, et que ce n'était là qu'un début. M. Naiqamu a ajouté que la pépinière appuierait l'engagement de Fidji à réduire les émissions de carbone et à mettre en place un monde sans dégradation des terres à l'horizon 2030.

parties prenantes en vue d'améliorer la prise de décisions en matière de mangroves, d'élaborer des lignes directrices nationales sur l'utilisation et la gestion des mangroves et sensibiliser à l'importance de gérer les mangroves en mode durable.

La participation au projet a été remarquable dans chacun des six villages. Cela est particulièrement vrai des groupes de femmes qui, animés d'un vif désir de réhabiliter et de conserver l'écosystème vulnérable du delta, permettent ainsi de réduire la progression de l'érosion du littoral, d'assurer une offre plus durable en bois de feu et d'alléger la pression sur les mangroves existantes résultant de leur surexploitation. La participation de ces groupes de femmes a été cruciale pour assurer la réussite du projet.

Dans chacun de ces six villages, le projet de l'OIBT a organisé des sessions de formation et de sensibilisation sur la réhabilitation des zones dégradées, la restauration de la mangrove et des zones humides, la récolte de semences et la plantation de semis, ainsi que la valorisation écologique des mangroves et des zones humides. Ces travaux ont notamment eu pour effet que les villages de Muanaira et Narocake ont désormais prohibé la coupe des mangroves. Le projet a par ailleurs aidé les communautés à renforcer leurs capacités à développer des moyens de subsistance autres; elles sont aujourd'hui responsabilisées pour mettre en place une gestion durable tout en déployant parallèlement leurs propres connaissances et savoir-faire. En outre, afin d'alimenter le reboisement des surfaces situées en retrait des mangroves en employant des essences indigènes, le projet a créé des pépinières arboricoles permanentes dans chacun des six villages. Le projet incorpore l'enrichissement de ces zones forestières au moyen d'arbres fruitiers et autres cultures, qui supplémentent les moyens de subsistance des populations locales. Les communautés appliquent ainsi leurs nouvelles

1 PD 696/13 Rev.2 (F): «Restauration et gestion durable des forêts vulnérables du delta de la Rewa par les communautés, Fidji».

2 Géré par l'UICN, le projet Écosystèmes de la mangrove pour l'adaptation au changement climatique et les moyens d'existence – MESCAL – a été mis en œuvre dans cinq pays de l'Océanie en 2009-2013.

3 Voir l'article en page 5.

Figure 1: Carte de localisation des sites du projet de l'OIBT

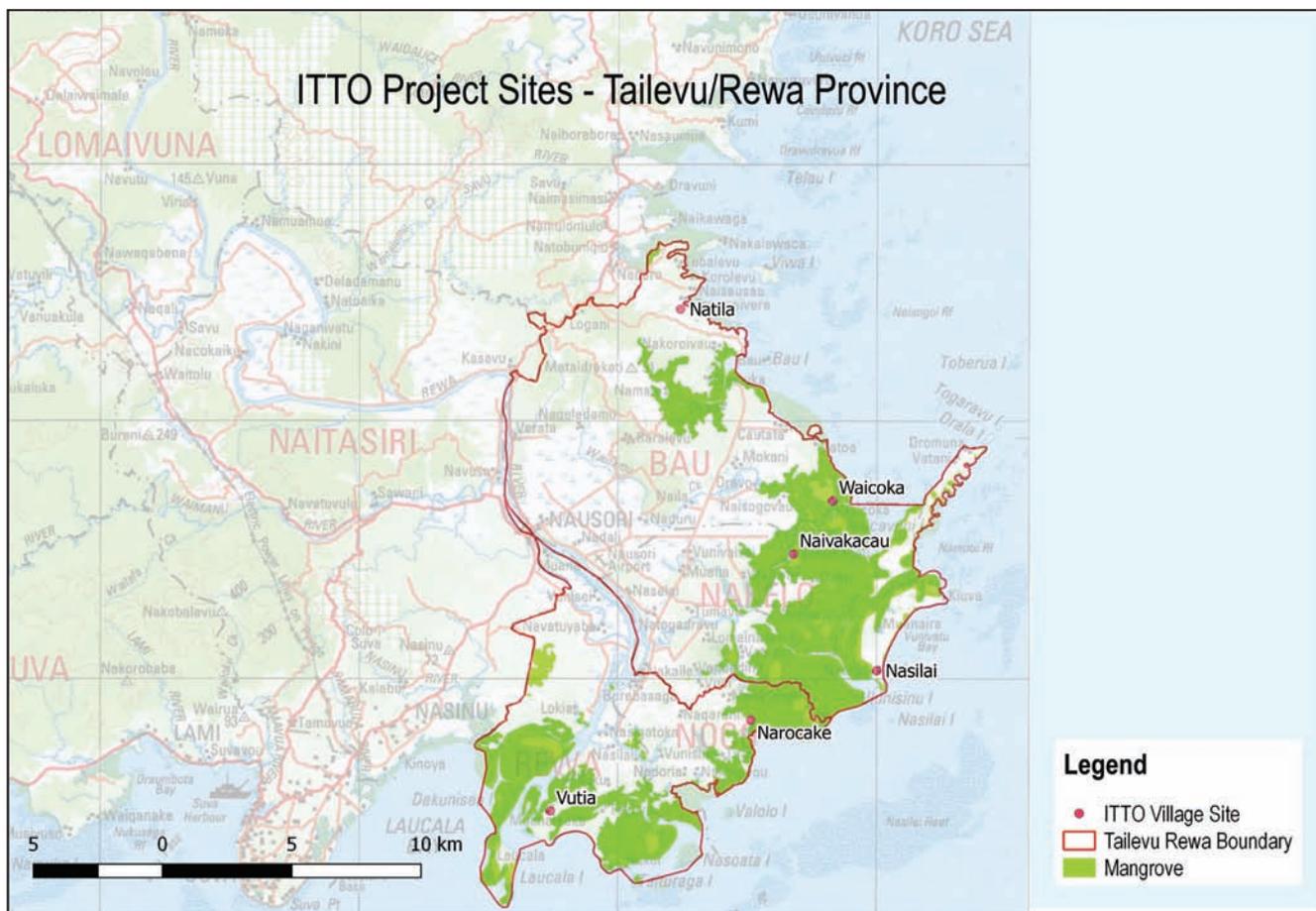
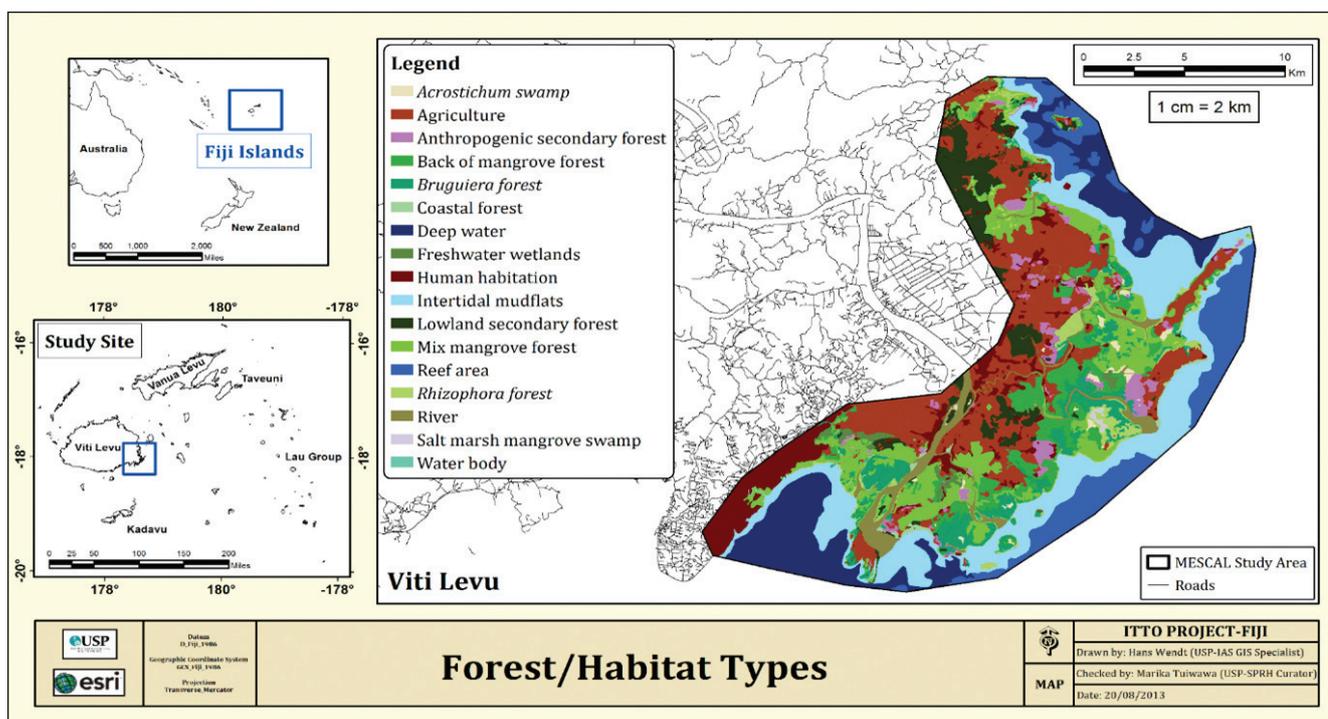


Figure 2: Le site du projet de l'OIBT dans le delta de la Rewa, qui correspond au site du précédent projet Mescal



Source: Wedt (2013).



Coude à coude: Le groupe de femmes de Nasilai.
Photo: Aporosa Ramulo Livani/Ministère de la foresterie

compétences en vue d'en recueillir rapidement les fruits. Le projet effectue un suivi étroit et conduit des évaluations de la survie des semis plantés lors de la phase initiale du programme de réhabilitation et de restauration.

Les femmes: vectrices de la restauration des écosystèmes

Dans le delta de la Rewa, la plupart des femmes dépendent des mangroves, qui sont une source de revenus et de nourriture pour leur famille, où elles pêchent du poisson, des crabes et des coquillages. En réponse à la dégradation des habitats de la mangrove et aux effets délétères qui en découlent sur leurs moyens d'existence, les femmes ont décidé de planter collectivement des palétuviers dans l'estran de leur village. Le projet de l'OIBT a facilité l'inclusion des femmes dans le processus décisionnel communautaire, en leur permettant de prendre l'initiative sur des questions environnementales qui impactent leur vie, et de les défendre. Cela s'est traduit par une amélioration de la sécurité alimentaire (à partir des ressources marines) et a débouché sur le développement des compétences et l'éducation des femmes et filles de ces communautés. Dans le cadre des travaux de restauration et de réhabilitation des mangroves, le groupe de femmes de Nasilai a ainsi planté 5 000 semis de palétuviers le long de l'estran;

pour prévenir l'érosion du littoral et fournir une ressource future, elles ont aussi planté des arbres côtiers, comme le tavola (*Terminalia catappa*), le vutu (*Barringtonia edulis*), le dilo (*Calophyllum inophyllum*) ainsi que des cocotiers dans les secteurs en retrait des mangroves. En outre, elles ont planté une essence à bois de feu, le marasa (*Storckiella vitiensis*), ainsi que divers arbres fruitiers pour limiter le besoin de récolter du bois de chauffage dans les forêts de palétuviers et créer d'autres moyens de subsistance.

À Waicoka, le groupe de femmes a mené en 2019 une évaluation de la survie de leurs plantations de palétuviers et replanté les sites où leur nombre était faible. À Muanaira, Naivakacau, Narocake et Natila, les groupes de femmes ont cultivé des semis dans leur pépinière communautaire et cultivent des espèces côtières le long de la côte et des arbres fruitiers dans les villages. Des semences d'espèces de santalum (*Santalum* spp.) ont été distribuées aux six communautés, que les groupes de femmes ont cultivé dans les pépinières avant de vendre les semis au Ministère de la foresterie pour un prix maximal de 5 FJD le pied. Le Ministère utilise ces plants dans le cadre de l'initiative du gouvernement visant à planter 30 millions d'arbres en 15 ans pour lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique.

Dans une interview, la dirigeante du groupe de femmes de Nasilai, Tagilala Vereti, a expliqué, «En suggérant l'idée à la communauté d'interdire aux villageois et entrepreneurs du bâtiment de couper les mangroves, le projet de l'OIBT a impulsé des changements favorables à l'écosystème de notre mangrove, ce qui s'est traduit par le retour et la reconstitution des espèces marines, lesquelles étaient en diminution dans notre écosystème marin. Grâce aux nombreuses plantations de palétuviers qui ont lieu, le village est protégé des intrusions salines. Cela nous a beaucoup appris sur l'importance de l'écosystème de la mangrove et sur sa protection. En nous procurant des arbres à bois de santal, des arbres fruitiers et des essences indigènes à bois de feu que nous avons plantés dans le village, le projet de l'OIBT nous a été d'une grande aide, ce qui nous a rendus moins dépendants de l'écosystème de la mangrove. Par ailleurs, une partie des plants qui ont été



Extension de la mangrove: Le groupe de femmes de Nasilai a planté 5 000 propagules de palétuviers le long de l'estran de son village.
Photo: Aporosa Ramulo Livani/Ministère de la foresterie



De fil en aiguille: Nunia Tinaibilosiliva (devant à d.) apprend de nouveaux savoir-faire grâce au projet de l'OIBT.

Photo: Mela Katonivaliku/Ministère de la foresterie

cultivés dans notre pépinière communautaire ayant été achetés par le projet de l'OIBT, celui-ci a été d'un grand appui pour améliorer les moyens de subsistance du village».

Autonomiser les femmes par des compétences en moyens d'existence de substitution

Trente femmes issues des six sites du projet de l'OIBT (cinq de chaque village) ont participé à une formation de deux semaines aux rudiments de la couture, qui s'est tenue sur le campus de Nabua de l'Université nationale de Fidji. Le but était de fournir aux femmes des moyens d'existence autres afin de diminuer la pression sur leurs mangroves. Les participantes ont reçu des certificats de fin de formation agréés.

Les femmes ont également reçu des machines à coudre qu'elles utiliseront dans leur groupe; les femmes ainsi formées transmettront à leur tour à d'autres villageoises leurs compétences fraîchement acquises en couture. Cette mise à niveau des compétences et le matériel fourni permettront aux femmes de six communautés de coudre à moindre coût des vêtements pour les membres de leur famille et de démarrer leur propre activité de tailleur. Les 30 femmes formées titulaires d'un certificat agréé pourront aussi postuler à un emploi dans des usines de confection dans les villes de Nausori ou de Suva ou encore la zone franche de Nasinu.

Dans une interview, Nunia Tinaibilosiliva, la cheffe du groupe des femmes du village de Waicoka et l'une des participantes à la formation couture, a confié, «Je ne savais pas que pêcher souvent du poisson et autres délices dans les marécages de la mangrove menaçait la vie d'autres espèces marines et de la biodiversité qui en dépendent. J'avais appris à coudre dans les années 70, mais n'avait à l'époque fait aucun progrès, car le fardeau financier de devoir payer les frais de scolarité m'avait obligée à retourner dans les marécages de la mangrove pour gagner ma vie. Je me rends compte aujourd'hui que je faisais du mal à l'environnement et j'ai l'intention de faire bon usage des bases de la couture que j'ai apprises ici. Je vais également transmettre ces compétences à d'autres villageoises pour que nous ayons toutes une autre source de subsistance au lieu d'exploiter les ressources de nos mangroves.»



Créatrice de forêts: Une habitante de Nasilai plante un plant d'arbre fruitier indigène, le kavika (*Syzygium jambos*), en retrait d'une mangrove.

Photo: Aporosa Ramulo Livani/Ministère de la foresterie

Lignes directrices sur la gestion des mangroves

En collaboration avec la Communauté du Pacifique, le projet de l'OIBT a élaboré des lignes directrices dans le but d'aider les communautés à mieux gérer leurs mangroves. La Communauté du Pacifique a organisé un atelier avec les communautés locales participantes sur la formulation de lignes directrices, en vue de capter les connaissances locales sur les écosystèmes de la mangrove pour les incorporer dans une version destinée aux villages.

Défis et étapes ultérieures

Le projet s'est heurté à plusieurs difficultés. Obtenir l'accord des propriétaires pour restaurer les terres a été une tâche chronophage, mais les réunions villageoises ont montré leur efficacité à cette fin. Un autre défi a été le besoin de planifier des activités suivant des modalités qui tiennent compte des programmes des communautés prévus à l'avance et de la disponibilité de leurs membres. Trouver des «créneaux» adaptés aux activités du projet a parfois ralenti la mise en œuvre. Des conditions météo défavorables – par exemple de fortes précipitations – ont retardé la plantation des palétuviers et la construction des porcheries, des abris pour les pépinières et des bassins d'élevage de crevettes en eau saumâtre. Et surtout, l'épidémie de Covid-19 a considérablement freiné les ultimes phases de mise en œuvre du projet.

La restauration et la gestion durable des mangroves et autres forêts vulnérables du delta de la Rewa par les communautés riveraines qui sont en cours doivent se poursuivre. Non seulement cela contribuera à créer des écosystèmes productifs et sains, mais cela offrira également diverses opportunités d'avoir des revenus pérennes et permettra de mettre en place des activités commerciales précieuses dans les communautés locales, en particulier par les femmes. Le projet continue de



Inverser le courant: Des plants de palétuviers deux ans après avoir été plantés par le groupe de femmes de Nasilai.

Photo: Aporosa Ramulo Livani/Ministère de la foresterie

travailler avec les six villages en vue de défendre la restauration et la protection des mangroves et de formuler des options de moyens d'existence viables, tous aspects dont les communautés tributaires des mangroves bénéficieront dans la durée.

Au niveau national, des efforts collectifs s'imposent pour intégrer la protection et la gestion des mangroves dans la stratégie d'adaptation au changement climatique et protéger les écosystèmes côtiers. Il faut redoubler d'efforts pour réviser la législation et la réglementation afin de mieux protéger les zones de mangrove prioritaires et inciter les communautés à les gérer dans une optique durable, ce en s'inspirant des enseignements tirés du projet de l'OIBT. Une évaluation des services écosystémiques est prévue et des trains de mesures de relance post-Covid-19 pourraient être conçus pour encourager la mise en place d'écosystèmes de mangrove sains, résilients et productifs.

Le changement climatique et les ouragans et inondations qui en résultent de manière fréquente, ce à quoi s'ajoute la récente pandémie, menacent les vies et les moyens d'existence. Les écosystèmes de mangrove sont en péril et Fidji – du fait qu'il s'agisse d'un État insulaire où les populations pauvres sont en grande partie réparties dans des villages côtiers tributaires de ces mangroves – sont de plus en plus vulnérables. Nous devons agir maintenant par solidarité et donner les moyens à nos communautés du littoral d'enrayer la dégradation des mangroves.

Pour consulter les produits du projet, saisir le numéro de projet, PD 696/13 Rev.2 (F), dans le moteur de recherche de projets de l'OIBT sur: www.itto.int/fr/project_search

Bibliographie

Anonyme non daté. How Fiji is affected by climate change [online]. COP23 Fiji UN Climate Change Conference. Consulté le 2 février 2021. <https://cop23.com.fj/fiji-and-the-pacific/how-fiji-is-affected-by-climate-change>

Bossy, D. 2020. Pacific island builders must factor in sea-level rise [online]. PreventionWeb. Consulté le 2 février 2021. www.preventionweb.net/news/view/70393

Wedt, H. (cartographe) 2013. Forest habitat types (carte) 1:200,000. Laucala Campus, University of the South Pacific Institute of Applied Science.

Myanmar: Éléphants, léopards et moyens d'existence dans les montagnes du Tanintharyi

Un projet de l'OIBT a amorcé un effort de conservation de la biodiversité dans un secteur limitrophe de la Thaïlande touché par des conflits

par **Thaung Naing Oo**,¹
Phyu Phyu Lwin² et
Hwan-Ok Ma³

1 Directeur, Institut de recherche forestière, Myanmar (tnoo71@gmail.com)

2 Agent du personnel, Institut de recherche forestière, Myanmar (phyuphyulwin08@gmail.com)

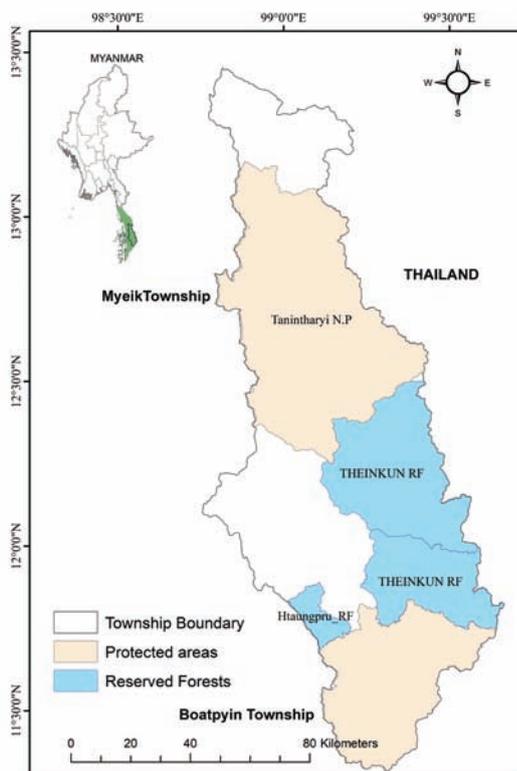
3 Administrateur de projets, Secrétariat de l'OIBT (ma@itto.int)



Le chat de la jungle: Un léopard rôdant dans la région de Tanintharyi, au Myanmar, saisi par un piège photographique installé dans le cadre d'un projet de l'OIBT.

S'agissant de la conservation effective et durable de la biodiversité, une importante question qui se pose est de savoir si les besoins et le contexte locaux sont pris en compte avec la participation active de toutes les parties prenantes. Longtemps considéré comme un pays doté d'une riche biodiversité, les ressources du Myanmar s'y amenuisent toutefois depuis plusieurs années dû au manque de capacités humaines et autres moyens nécessaires pour assurer une protection et une gestion judicieuses de la biodiversité.

Figure 1: Carte du secteur frontalier entre le Myanmar et la Thaïlande, indiquant le Parc national de Tanintharyi



Le Département des forêts du Myanmar, qui dépend du Ministère des ressources naturelles et de la conservation environnementale, se heurte à plusieurs défis s'agissant d'élargir le domaine des aires protégées à plus de 10 pour cent de la surface du territoire national. Au nombre de ces difficultés, on citera notamment un manque critique de capacités et de ressources aux niveaux national et local, tels qu'une capacité limitée en recherche sur la biodiversité à l'Institut de recherche forestière; et le manque de participation réelle de la part des parties prenantes locales. Cette faible capacité des communautés locales a été problématique pour parvenir à un consensus sur la conservation des ressources naturelles associée à la gestion des aires protégées.

Située à la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande, la chaîne de montagnes de Tanintharyi constitue une importante écorégion terrestre qui recèle une diversité d'espèces d'oiseaux et de mammifères parmi les plus riches de la région Indo-Pacifique. Le site pilote du projet comprend la localité de Tanintharyi, qui recèle une surface forestière considérable, dont le Parc national de Tanintharyi qui est proposé ainsi que plusieurs réserves



Petit fourrager: Un ours noir d'Asie saisi par un piège photographique installé dans le cadre d'un projet de l'OIBT dans la région de Tanintharyi, au Myanmar.



Noctambules: Un jeune éléphant et un aîné déambulent de nuit devant un piège photographique installé dans le cadre d'un projet de l'OIBT dans la région de Tanintharyi, au Myanmar.

forestières (figure 1). De récentes études montrent qu'une partie des plus importantes populations d'éléphants d'Asie et de tigres subsistant dans le monde survivent dans ces forêts situées le long de la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande. Outre les populations Karen et Mon qui vivent dans les montagnes de Tanintharyi, beaucoup d'autres cultures autochtones qui y ont élu domicile offrent des modèles pour l'utilisation durable des riches ressources naturelles de cette région. Toutefois, compte tenu des capacités et ressources limitées en conservation, gestion et suivi de la biodiversité dont dispose le Myanmar, la coopération transfrontière en matière de conservation de la biodiversité y a été minime.

Le projet de l'OIBT

D'avril 2018 à mars 2020, le Département des forêts du Myanmar a mis en œuvre un projet de l'OIBT¹ dont l'objectif était de remédier aux capacités et moyens limités en matière de conservation de la biodiversité dans les montagnes de Tanintharyi au Myanmar, une première étape vers une gestion plus efficace de la conservation transfrontière. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative OIBT-CDB de collaboration en faveur de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales (voir page 5), a été financé par les Gouvernements des États-Unis d'Amérique et la République de Corée.

Ce projet a permis d'améliorer la capacité du Département des forêts du Myanmar à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de conservation, de suivi et de recherche ayant trait à la chaîne du Tanintharyi; il a par ailleurs permis de renforcer la participation des parties prenantes locales et les moyens d'existence des communautés locales tributaires des forêts. Le projet a travaillé avec les offices locaux du Département des forêts du Myanmar ainsi qu'avec la société civile, des organisations non gouvernementales et des communautés pour les préparer à s'engager dans des travaux de conservation transfrontière de la biodiversité avec des partenaires des deux côtés de la frontière. Gestion des écosystèmes, corridors de biodiversité, amélioration des moyens d'existence locaux, participation de multiples parties prenantes à tous les niveaux, renforcement des capacités et partage des enseignements dégagés ont été les aspects centraux qui ont été privilégiés au cours du projet. Les principaux produits du projet sont décrits ci-après.

¹ Projet de l'OIBT PD 723/13 Rev.2 (F): «Renforcement des capacités pour raffermir la conservation transfrontière de la biodiversité des Monts-Tanintharyi au Myanmar», phase I, étape I. Il a été officiellement clos par le Conseil international des bois tropicaux en novembre 2020.



Petits fûtes: Formation sur site à l'inventaire forestier dans le parc du Mont-Popa. Photo: N.L. Soe

Renforcement des capacités en conservation et suivi de la biodiversité

Les capacités nationales, et les moyens humains nécessaires pour gérer la conservation de la biodiversité et mener des recherches en la matière sur le site du projet, ont été augmentées de manière substantielle suite à une série de formations techniques destinées au personnel local du Département des forêts du Myanmar et aux communautés locales dans le cadre de processus de consultation à l'échelon des villages, du zonage du développement des villages, et de la gestion communautaire des ressources naturelles. Cette formation a été accompagnée par des organisations non gouvernementales (ONG) tels que les bureaux au Myanmar de la *Wildlife Conservation Society* ou encore de *Flora & Fauna International*.

Une formation aux patrouilles SMART («Outil de suivi et de communication d'informations spatiales»)² destinée au personnel du Département des forêts; et au développement de l'écotourisme villageois et des pratiques agroforestières ciblant les communautés locales. Ces formations techniques ont aidé à accroître la capacité du personnel du projet, des gardes forestiers, de la police de patrouille aux frontières et des communautés locales. En outre, dans le but de renforcer la surveillance, le personnel des aires protégées et local a été équipé de systèmes de positionnement mondial, de boussoles manuelles, d'appareils photo et de pièges photographiques.

Les gardes du parc et le personnel de terrain du Département forestier du Myanmar affectés au site du projet ont été formés à l'emploi de SMART pour patrouiller et recueillir des données sur les collines de Tanintharyi et les forêts adjacentes. Cette formation aidera aussi ceux qui travaillent dans des zones frontalières (par ex., dans les États de Kachin, Kayah, Kayin et Chin) en vue de réduire les conflits liés à la gestion des ressources naturelles. Le personnel technique et professionnel des échelons régional et central a ainsi acquis une meilleure compréhension de l'emploi de données de référence systématiques dans le contexte de la conservation de la biodiversité.

Le personnel de l'Institut de recherche forestière (FRI) a conduit des inventaires de la forêt et des études de la flore dans le cadre du projet, créant 15 placettes d'échantillonnage et recensant 67 essences appartenant à 29 familles. Des études de la faune ont

² SMART est un ensemble de meilleures pratiques visant à aider les gestionnaires des aires protégées et de la faune à mieux surveiller, évaluer et gérer de manière adaptative les activités de patrouille.



Travail artisanal: Ces femmes fabriquent de l'artisanat en bambou pour le vendre à Tanintharyi, suite à la formation menée dans le cadre du projet de l'OIBT. Photo: N. L. Soe

été menées avec l'appui technique de l'Académie chinoise des sciences; les 56 pièges photographiques installés en forêt naturelle ont permis de repérer une trentaine d'espèces fauniques, dont la panthère nébuleuse, le sanglier, l'éléphant, le muntjac rouge et l'ours noir d'Asie.

Au niveau du FRI, la formulation et la mise en œuvre de plans de recherche de long terme axés sur la conservation de la biodiversité, notamment la diversité végétale, ont servi à accroître sa capacité à mener des recherches sur la biodiversité. À cet égard, il a été particulièrement important de dispenser une formation pour renforcer ses capacités en recherche, sachant que son personnel n'a qu'un accès limité à la formation, notamment sur la recherche sur la biodiversité, que son budget est modeste, et qu'il ne dispose que de rares gardes forestiers et installations sur le terrain.

Amélioration des moyens d'existence locaux pérennes

Le projet a permis d'accroître la capacité des communautés tributaires des forêts à rechercher des moyens d'existences durables. Il a aidé à renforcer les organisations et réseaux communautaires locaux; dispensé aux communautés locales des formations sur le développement de l'agroforesterie et de moyens d'existence; conduit une évaluation socioéconomique dans sept villages situés dans des zones frontalières; et évalué le potentiel de six villages à commercialiser des produits forestiers non ligneux, dont de l'artisanat du bambou, du bois de feu et du charbon de bois.

Participation pluri-partite

Le projet a encouragé des ONG locales à partager leurs expériences en matière de développement et à accompagner des

activités intégrées de développement de la conservation. En outre, un large éventail d'universitaires, de chercheurs et d'ONG nationales et régionales ont participé au renforcement des capacités mené dans le cadre du projet. Au nombre des ONG qui ont joué un rôle important dans les activités du projet et puisé dans leur vaste expérience pour créer de la valeur ajoutée figurent les bureaux au Myanmar de la *Wildlife Conservation Society*, le Fonds mondial pour la nature (WWF), *Fauna & Flora International* et *Friends of Wildlife*.

Le projet a organisé, ou co-organisé, plusieurs réunions de sensibilisation du public et de consultation des parties prenantes, comme suit:

- trois ateliers et cinq réunions de consultation avec les communautés locales et organisations connexes;
- un atelier de consultation pour promouvoir la conservation de la biodiversité dans les zones transfrontières;
- un atelier régional pour promouvoir la conservation transfrontière de la biodiversité dans les Monts-Tanintharyi;
- une série de réunions de consultation sur le renforcement des organisations villageoises de conservation à Myeik, dans la région de Tanintharyi;
- six exposés éducatifs dans la municipalité de Tanintharyi; et
- des manifestations au FRI, à Yézin, à l'occasion de la Journée internationale des forêts en mars 2019 et mars 2020.

Implications sur le plan des politiques

Le projet a contribué de plusieurs manières à la formulation des politiques nationales en matière de biodiversité. Par exemple, la

... Myanmar: Éléphants, léopards et moyens d'existence dans les montagnes du Tanintharyi



Carte d'une ferme: Des participants à une formation lors d'un atelier sur l'agroforesterie organisé à Tanintharyi. Photo: N. L. Soe

Division de la conservation de la nature et de la faune du Département des forêts du Myanmar sera en mesure d'actualiser la Stratégie nationale sur la biodiversité et le Plan d'action connexe, ce en prenant en compte les enseignements dégagés du projet. Elle a également lancé un programme intitulé «Réintroduction des habitats naturels dans les aires protégées» (couvrant la période 2019-2020 à 2028-2029), qui comprend un volet conservation transfrontière de la biodiversité. Le personnel qui a bénéficié de la formation dans le cadre du projet de l'OIBT est par ailleurs bien placé pour mettre son expertise et ses connaissances au service de la mise en œuvre des activités de ce nouveau programme.

Enseignements dégagés

Malgré la brève durée du projet, nombre d'enseignements ont pu en être tirés. Au nombre de ses interventions prometteuses, on citera les programmes de renforcement des capacités englobant les approches agroforestières, la formation pratique à la fabrication d'artisanat du bambou et le développement de l'écotourisme, qui peuvent aider les communautés locales à garantir leurs moyens d'existence et contribuer à la conservation de la biodiversité. Les habitants des villages de Tanintharyi se sont activement mobilisés dans les activités de vulgarisation, motivés par leur ardent souhait d'avoir accès à des moyens d'existence pérennes.

«J'ai appris les bonnes pratiques agroforestières pour que mes terres soient plus productives comparé à nos pratiques antérieures qui étaient principalement axées sur l'agriculture pure et simple et moins de produits», a confié M^{me} Khin Mar Wai, du village d'Ayetharyar, dans la municipalité de Tanintharyi. «Grâce aux meilleurs revenus que je tire de mes activités agroforestières, je peux me permettre de déboursier plus pour enrichir la biodiversité et améliorer la fertilité du sol».

Isolée, Tanintharyi a connu des conflits avec des organisations ethniques armées, mais un accord de cessez-le-feu est en vigueur. Il est crucial de mettre en place de judicieux processus et mécanismes de consultation entre les parties prenantes pour concevoir et mettre en œuvre efficacement des initiatives de développement qui soient conciliables avec la conservation de la nature. Le projet a initié un mécanisme de coordination entre diverses institutions qui a donné lieu à une série de réunions de consultation et à l'élaboration de plans de gestion communautaire des ressources naturelles pour quatre villages. L'un des accomplissements du projet est d'avoir réussi à obtenir qu'une organisation ethnique armée (à savoir l'Union nationale des Karen, KNU, qui est partie à l'accord national de cessez-le-feu) collabore avec l'équipe du projet pour mener des recherches

sur la biodiversité végétale et une étude de la faune (en particulier en installant un piège photographique dans la zone contrôlée par la KNU).

«Je suis vraiment reconnaissant à l'appui du projet de l'OIBT en faveur de la sensibilisation du public aux forêts et à la biodiversité, et des opportunités de coopérer avec des organisations ethniques armées en matière de recherche sur la conservation de la biodiversité», a constaté M. Sein Win, le Directeur adjoint du département des forêts de Myeik.

«Nous espérons avoir d'autres opportunités de travailler avec des organisations ethniques armées pour la conservation de la biodiversité et assurer un futur plus pacifique», a dit M. Kaung Set Naing, un garde forestier du Département des forêts local.

Pérennité

Pour assurer l'effectivité de la conservation transfrontière et du développement durable dans les Monts-Tanintharyi et d'autres secteurs, l'une des difficultés est de mettre en place un système de soutien politique durable en impliquant plusieurs organisations et institutions, tant locales ou nationales que transfrontières. Les efforts de facilitation, de coordination, de mobilisation des moyens et d'application de la loi seront d'autant plus efficaces une fois qu'un tel système d'accompagnement sera sur pied. Les initiatives transfrontières créent des contraintes supplémentaires au niveau de l'administration des ressources naturelles, de la formulation et de l'harmonisation des politiques, des processus de consultation et de la mise en œuvre. Dans la mesure où la conservation transfrontière de la biodiversité fera toujours appel à une grande diversité d'acteurs, il est essentiel d'établir un mécanisme de confiance et de coordination entre ces derniers.

Il est également crucial d'assurer un renforcement permanent des capacités de toutes les parties prenantes. Les informations techniques ou de référence sur les aspects biodiversité ainsi que ceux d'ordre social, économique, culturel, juridique et autres de la zone transfrontière sont nécessaires pour assurer la réussite à long terme des initiatives de conservation dans ce secteur. Dans les Monts-Tanintharyi, on a bien commencé à améliorer la gestion de la conservation transfrontière, mais un soutien continu s'impose, y compris pour renforcer la coordination entre les institutions des deux côtés de la frontière et assurer ainsi la gestion efficace de l'importante biodiversité de cette région et permettre aux communautés locales d'aspirer au développement durable.

Le projet a préparé plusieurs rapports techniques, dont une évaluation socioéconomique de la municipalité de Tanintharyi; une étude de la biodiversité; une étude sur les produits forestiers non ligneux; une analyse de l'évolution du couvert forestier dans la région de Tanintharyi pour la conservation de la biodiversité; le potentiel de stockage de carbone des peuplements forestiers naturels de la localité de Tanintharyi; et les modèles de répartition des espèces dans les forêts naturelles de Tanintharyi. Pour consulter ces produits du projet ainsi que d'autres, saisissez le numéro de projet, PD723/13 Rev.2 (F), dans le moteur de recherche de projets sur: www.ito.int/fr/project_search

Introduction du nouveau cadre d'audit des projets de l'OIBT

L'Organisation étend ses meilleures pratiques comptables aux agences d'exécution de ses projets

par Simon Kawaguchi

Responsable des finances et de l'administration, OIBT, Yokohama, Japon (kawaguchi@itto.int)



Rendre compte des coûts: Les participants au premier Atelier sur la préparation des rapports et audits financiers relatifs aux projets de l'OIBT, tenu à Jakarta, en Indonésie, discutent du nouveau cadre d'audit des projets de l'OIBT. Photo: S. Kawaguchi/OIBT

Lors de sa 56^e session tenue en novembre 2020, le Conseil international des bois tropicaux a adopté un nouveau cadre d'audit pour les projets de l'OIBT¹. Ce nouveau cadre prescrit le cahier des charges des auditeurs, lequel repose sur les normes internationales pertinentes, en vue d'appliquer les procédures convenues sous la forme d'un format de rapport uniformisé, ce dans le but d'accroître la transparence et le respect des délais dans la soumission des rapports financiers des projets. Ce cadre permet également à l'OIBT de recruter des auditeurs directement afin de mieux coordonner le calendrier et l'efficacité des audits à l'échelle de plusieurs projets et d'une région. Ces nouvelles règles vont être appliquées de manière prospective aux nouveaux accords de projet, sachant qu'il sera indispensable de bénéficier de la coopération et de la compréhension des agences d'exécution des projets pour qu'elles portent leurs fruits. Une fois que le cadre sera pleinement mis en œuvre, l'OIBT envisage d'élargir la fiabilité des rapports financiers des projets et le respect de leurs délais de soumission, ce qui sera profitable pour les membres, les donateurs et le public, auxquels l'OIBT est tenue de rendre des comptes.

Le nouveau cadre d'audit de projet comporte les éléments suivants:

- Un cahier des charges de l'auditeur précisant les procédures d'un audit de projet, qui requiert que les auditeurs s'acquittent de leur mission conformément à la Norme internationale 4400 sur les services et au Code international de déontologie des professionnels comptables de la Fédération internationale des comptables (IFAC);
- Un format de rapport détaillé des constatations factuelles, qui requiert que les auditeurs décrivent les résultats de chaque test mené et de toute anomalie constatée; et

- Un format de rapport des états financiers qui a été actualisé afin d'assurer une plus grande compatibilité avec le système de comptabilité d'exercice des Normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS).

Le nouveau cadre sera appliqué comme suit:

- Un audit indépendant final est exigé à l'achèvement de tout projet impliquant le versement de fonds à une agence d'exécution. Un audit indépendant annuel est également requis si la contribution budgétaire de l'agence d'exécution est égale ou supérieure à 200 000 \$EU.
- Un rapport d'audit annuel indépendant doit être préparé dans les trois mois suivant la fin de chaque année et un rapport d'audit final indépendant dans les quatre mois suivant l'achèvement d'un projet.
- L'OIBT conserve le budget de l'audit et recrute directement les auditeurs. Pour réduire les coûts et assurer le respect des délais de soumission des rapports, un audit annuel indépendant portant sur plusieurs projets peut être exécuté simultanément par une seule firme globale.
- Le budget de l'audit d'un futur projet doit refléter les exigences du nouveau cadre et assurer que des fonds suffisants soient mis à la disposition de ces audits.
- Le texte de l'accord de projet sera modifié en conséquence afin de refléter les modifications ci-dessus.

Les détails du cadre figurent dans le document CFA(XXXV)/7 Rev.1², que le Conseil a adopté sur la recommandation du Comité des finances et de l'administration, réuni concomitamment à la 56^e session du Conseil.

Le nouveau cadre est le fruit d'un programme mis en œuvre à titre pilote durant deux années qui a porté sur une sélection de projets, des améliorations lui ayant été apportées sur la

¹ Le cadre s'applique aux projets, avant-projets et activités de l'OIBT, désignés sous le terme générique de «projets» dans cet article.

² Disponible sur: www.itto.int/fr/council_committees/documents/?pageID=3

... Introduction du nouveau cadre d'audit des projets de l'OIBT

Tableau 1: Résultat des interviews avec les agences d'exécution au cours des ateliers sur la préparation des rapports financiers et des audits relatifs aux projets de l'OIBT

Numéro de projet	PD 646/12 Rev.3 (F)	PD 710/13 Rev.1 (F)	PD 477/07 Rev.4 (F)	PD 737/14 Rev.2(I)	PD 777/15 Rev.3 (F)	PP-A/55-334
Intitulé du projet,	Amorcer la conservation des essences de cempaka par la création de plantations avec la participation des communautés locales dans le nord de Sulawesi	Promouvoir la conservation d'une sélection d'essences indigènes de haute valeur de Sumatra	Amélioration des fonctions des forêts de la province de Bengkulu avec la participation des communautés à la réhabilitation de forêts dégradées en ayant recours à des produits prospectifs locaux	Développement de la capacité d'offre en dendroénergie de biomasse par l'amélioration des conditions propices et l'exploitation efficace de terres forestières dégradées avec la participation des communautés locales dans la province du Nord Sumatra en Indonésie	Accélérer la restauration des fonctions de la Réserve de biosphère de Cibodas par une gestion correcte des paysages avec la participation des parties prenantes locales	Activité 5 du Programme sur les LSSC
Participants (poste)	Coordinateur du projet	Coordinateur du projet, assistant financier	Coordinateur du projet, assistant financier	Coordinateur du projet, assistant financier	Coordinateur du projet, assistant financier, secrétaire du projet	Directeur, coordinateur du projet, assistant financier
Environnement du contrôle interne						
Séparation des tâches	Tâches séparées entre le coordinateur, l'assistant financier et le directeur	Tâches séparées entre le coordinateur, l'assistant financier et le responsable en chef	Tâches séparées entre le coordinateur, l'assistant financier et le directeur	Tâches séparées entre le coordinateur, l'assistant financier et le président	Tâches séparées entre le coordinateur, l'assistant financier et le secrétaire du projet	Tâches séparées entre le coordinateur, l'assistant financier et le directeur
Principe du double regard	Signature du directeur et du trésorier pour le décaissement de fonds	Deux signatures requises entre le coordinateur du projet, le responsable en chef, le responsable financier	Le coordinateur du projet et le directeur sont les deux signataires de la banque	Le coordinateur du projet et le président sont autorisés à signer des chèques	Un virement bancaire ne peut être opéré que sur la signature du coordinateur. Il est conseillé d'ajouter le directeur au nombre des signataires	Le coordinateur du projet soumet la demande, et le directeur et une autre personne signent pour qu'un paiement soit décaissé
Comptabilité						
Tenue des livres de comptes	Entrée unique sur Excel	Entrée unique sur Excel	Entrée unique sur Excel	Entrée unique sur Excel	Entrée unique sur Excel	Entrée unique sur Excel pour la gestion du budget. Double entrée sur le logiciel de comptabilité SAGE pour la comptabilité générale
Charges à payer	En numéraire uniquement	En numéraire uniquement	En numéraire uniquement	En numéraire uniquement	En numéraire uniquement	Aucune immobilisation, les paiements sont opérés dans les délais et la comptabilité de caisse est utilisée
Devise locale	Non discuté	Non discuté	Conversion de petits montants en devise locale selon la nécessité	La plupart des montants en dollars des États-Unis (EU) sont convertis en devise locale	Conversion ponctuelle de dollars EU. Taux de change moyen utilisé pour l'écriture des montants en dollars EU	Le taux au comptant est utilisé
Modifications proposées						
Auditeur recruté par l'OIBT	Moins de travail pour le coordinateur	Aucun problème à condition que les auditeurs communiquent avec l'agence d'exécution	Aucune objection	Aucune objection	Aucune objection	Aucune objection
Achever l'audit en l'espace de deux mois	Rapport d'audit soumis dans un délai de cinq mois suivant la fin de l'année. Pourrait être ramené à deux mois	A toujours soumis les rapports dans un délai de deux mois	Aucune objection	Aucune objection	Aucune objection	Aucune objection
Coût de l'audit	2 000 \$EU pour un (1) audit, qui a demandé deux semaines entières	1 500 \$EU par audit. Un auditeur de Jakarta serait plus onéreux	Coût similaire à d'autres projets	1 500-2 000 \$EU par audit. Le conseiller du projet a observé que ce montant était sous-budgétisé	1 750 \$EU par audit	En général 2 000 à 3 000 \$EU
Observations	Dispose d'un rapport d'audit interne émanant du ministère et se demandait comment le refléter dans ses rapports financiers	Des rapports trimestriels sont transmis au ministère des finances. Aimerions qu'un seuil soit fixé pour l'utilisation de la comptabilité d'exercice	Comment faire face au risque associé aux devises étrangères. Le numéraire est remis aux communautés locales par un expert local et un reçu est signé	Le plan annuel des opérations est élaboré sur la base du montant en devise locale. Les exigences de l'OIBT en matière de préparation des rapports sont simples comparé à celles du gouvernement et de KFW	La plupart des fonds en dollars EU reçus ont été conservés dans la même devise en raison des fluctuations du taux de change. Les écarts de taux ont une légère incidence sur le plan annuel des opérations du fait que les dépenses soient budgétées en devise locale	Les procédures sont décrites dans le règlement financier du RIFFEAC



Travail de terrain: Les participants au second Atelier sur la préparation de rapports financiers et des audits relatifs aux projets de l'OIBT tenu au siège du Secrétariat du RIFFEAC à Yaoundé, au Cameroun. Photo: OIBT

base des retours d'expérience reçus durant la phase pilote. Avant d'élaborer le programme pilote, l'OIBT avait connu en 2017 une transformation majeure avec l'adoption de son nouveau Règlement financier³, qui a renforcé les contrôles internes et la préparation des rapports financiers en conformité avec la norme IPSAS. Suite à l'amélioration de la transparence et de la communication des informations, avait eu lieu en 2018 une discussion avec l'auditeur de l'OIBT, *Ernst & Young Japan*. Dans sa préconisation portant sur l'audit des états financiers de l'OIBT, *Ernst & Young Japan* avait insisté sur le fait que les rapports d'audit transmis par les agences d'exécution des projets constituaient des sources essentielles d'informations pour estimer les dépenses des projets, un élément central du cadre de préparation des rapports sur la base de l'IPSAS. Simultanément, l'auditeur avait noté que, sur la base du cadre d'audit des projets en vigueur, certains audits de projets pourraient soulever des questions concernant le respect des délais de soumission des rapports et la fiabilité des auditeurs sélectionnés localement s'agissant de détecter les erreurs et faiblesses du contrôle interne. *Ernst & Young Japan* a en conséquence préconisé que l'OIBT explore des moyens d'améliorer ce processus. Le Secrétariat de l'OIBT a alors développé et testé un nouveau cadre d'audit de projet basé sur les normes internationales pertinentes, requérant de la part des auditeurs qu'ils communiquent en détail toute anomalie constatée dans la gestion des fonds et toute faiblesse au niveau du contrôle interne, ce en accord avec les règles de l'OIBT applicables. Conseil a été pris auprès d'une firme d'experts-comptables sur les questions relevant de la conformité aux normes internationales pertinentes et de l'effectivité du cadre pour détecter tout problème majeur.

Dans le cadre du programme pilote, le Secrétariat a organisé des ateliers afin de recueillir les retours d'information sur la manière dont les règles en vigueur étaient appliquées sur le terrain et dont elles pourraient être améliorées. Le premier s'est tenu en Indonésie en octobre 2018 avec la participation de représentants de cinq projets locaux de l'OIBT invités au

Ministère de l'environnement et de la foresterie à Jakarta. Dans l'ensemble, la version préliminaire du cadre a été bien accueillie; les avis et les préoccupations ont fait l'objet d'un échange franc au cours d'une réunion d'information rassemblant tous les représentants des projets la première journée et des séances portant sur chaque projet individuel la deuxième journée. Il en est clairement ressorti que les orientations et l'appui de l'OIBT et des auditeurs étaient essentiels pour que les projets soient pleinement conformes aux nouvelles exigences en matière de préparation des rapports financiers et d'audit. Les améliorations apportées aux procédures et l'appui additionnel de l'OIBT ont été généralement favorablement accueillis.

Un second atelier a été organisé au Cameroun en décembre 2019 au siège du secrétariat du Réseau des institutions de formation forestière et environnementale d'Afrique centrale (RIFFEAC), l'agence d'exécution de l'activité 5 (PP-A/55-334) menée au titre du Programme de l'OIBT sur les chaînes d'approvisionnement légales et durables. Le secrétariat du RIFFEAC a assisté à une présentation d'*Ernst & Young Japan* sur la pertinence de l'audit au regard des normes de comptabilité de l'IPSAS que l'OIBT a adoptées. Il a également été interviewé en vue de mieux comprendre l'environnement de contrôle au sein duquel fonctionne le RIFFEAC et juger s'il était suffisant pour les audits ultérieurs qui seraient menés sur la base du nouveau cadre. Du fait que l'organisme dispose de ses propres règles financières internes et que les auditeurs locaux soient rompus à la vérification des comptes des organismes publics, on en a conclu que les contrôles internes du RIFFEAC étaient solides et seraient donc suffisants pour les audits exécutés sur la base du nouveau cadre.

Les retours d'information recueillis à l'occasion de ces ateliers (tableau 1) ont été exploités pour affiner les procédures et tester le cadre sur trois projets: PD646/12 Rev.3 (F)⁴ et PD777/15 Rev.3 (F)⁵ en 2019, et PD732/14 Rev.2 (M)⁶ en 2020. Il a été jugé que les audits menés à titre pilote constituaient une amélioration dans la mesure où l'OIBT a été en mesure d'obtenir des informations détaillées sur l'environnement du contrôle interne des organismes concernés et de justifier les données financières suivant un format unifié susceptible d'être appliqué à tout projet et dans toutes les régions. Les résultats des ateliers et des audits pilotes ont été partagés avec *Ernst & Young Japan*, qui se sont dits satisfaits des résultats et ont recommandé que l'OIBT applique le nouveau cadre à tous les projets régis par un accord de projet passé avec une agence d'exécution.

Suite à son adoption par le Conseil, le nouveau cadre d'audit des projets est maintenant déployé. L'OIBT continuera à améliorer la structure de gouvernance du cadre avec la coopération des agences d'exécution sur la base des informations qui lui seront remontées du terrain via les rapports d'audit et les missions de suivi, son but ultime étant d'améliorer la transparence et la comptabilité pour les parties prenantes à l'Organisation.

4 «Amorcer la conservation des essences de cempaka (*Elmerrillia* spp.) par la création de plantations avec la participation des communautés locales dans le nord de Sulawesi, en Indonésie.

5 «Accélérer la restauration des fonctions de la Réserve de biosphère de Cibodas par une gestion correcte des paysages avec la participation des parties prenantes locales» (Indonésie).

6 «Améliorer la gouvernance des forêts au Mozambique».

Rapport de bourse

Un lauréat d'une bourse de l'OIBT obtenue en 2009 revient en 2020 avec une deuxième bourse pour progresser dans son parcours professionnel

par Felipe Veluk Gutierrez

Université de Floride, École des ressources et de la conservation des forêts, Programme de conservation et de développement en milieu tropical (felipe.gutierrez@ufl.edu)



Sérénité: L'auteur sur site en Amazonie brésilienne. Photo: © F.V. Gutierrez

Mon histoire avec le Programme de bourses de l'OIBT a débuté en 2009 en lien avec des travaux de terrain que je menais dans les montagnes du sud-ouest du Guatemala. J'étais alors en deuxième année d'études au Centre de recherche et d'enseignement supérieur en agriculture tropicale (CATIE), au Costa Rica, où je préparais un master de gestion et de conservation des forêts tropicales et de la biodiversité. Je me revois parcourir les rues animées de San Marcos, au Guatemala, où se mêlaient diverses ethnies, à la recherche d'un café internet pour imprimer les ultimes pièces nécessaires à mon dossier de candidature avant de les mettre sous pli pour les envoyer à l'autre bout du monde, au siège de l'OIBT à Yokohama, au Japon.

Et quelques mois plus tard, j'ai appris que ma demande de cette première bourse de l'OIBT avait été approuvée. Cela s'avérera être un tournant important de ma carrière puisque cela m'a aidé à obtenir mon master pour me lancer dans mes prochaines activités professionnelles.

Mes expériences au Costa Rica et au Guatemala ont été on ne peut plus épanouissantes et m'ont ouvert le cœur et l'esprit. Mais avant d'aborder cet aspect, j'aimerais dire quelques mots à mon sujet. De nationalité brésilienne, je suis un forestier fier et curieux qui, après être sorti diplômé en 2002 de son alma mater, l'Université de São Paulo, a voulu acquérir une expérience diversifiée du milieu forestier à travers le monde. J'ai ainsi passé une année en tant que praticien invité à travailler sur divers fronts en lien avec la gestion des forêts et la prévention et la lutte contre les feux de forêt dans le Département forestier du gouvernement de l'État de la Nouvelle-Galles-du-Sud en Australie. Ensuite, j'ai travaillé dans une co-entreprise de pâte de bois et papier dans le sud-est de Bahia, au Brésil. Dans le même temps, j'ai également dirigé à titre bénévole un projet sur l'ethnotourisme et la conservation de la diversité bioculturelle¹ aux côtés d'une extraordinaire communauté autochtone Pataxó aussi créative

que résiliente. Toutefois, le «vent et le courant» changeant de direction, j'ai décidé qu'il était temps de passer à autre chose, d'investir dans mon éducation et d'en savoir plus sur la gestion des forêts tropicales et la conservation de la biodiversité, ce qui m'a amené, environ un an plus tard, au CATIE.

Situé à Turrialba, à deux heures de voiture à l'est de San José, la capitale du Costa Rica, le CATIE est niché dans une vallée rurale luxuriante, verdoyante et pittoresque, qui abrite un petit village agricole dynamique et un centre d'écotourisme tout aussi dynamique, où coulent les célèbres rivières de descente en eau vive comme la Pacuare ou la Reventazón. Le CATIE est également entouré de lieux naturels et historiques emblématiques, dont un volcan en activité et des vestiges archéologiques de l'ère précolombienne sur le site du Monument national de Guayabo. Ce qui me fascine et me tient le plus à cœur, ce sont toutefois ses gens et ses cultures et les amitiés indéfectibles que j'y ai nouées. Au CATIE, ce fut pour moi la première fois que je me trouvais au sein d'une communauté diverse composée de personnel, enseignants, étudiants et autres collègues des quatre coins du monde, et en particulier d'Amérique latine et des Caraïbes. À cette époque, le CATIE offrait quatre masters, avec des programmes intégrés sur les régimes agroforestiers; la gestion des bassins versants; la socioéconomie rurale; et la gestion et la conservation des forêts tropicales et de la biodiversité (c'est ce dernier que j'ai suivi).

En outre, l'enseignement interdisciplinaire de première classe que dispense le CATIE était (et demeure) ancré dans une atmosphère privilégiant les travaux pratiques et le travail en équipe, où l'apprentissage-enseignement est devenu une équation binomique quotidienne. Au CATIE, et grâce à mon expérience au Costa Rica et au Guatemala, j'ai eu le privilège de rencontrer d'extraordinaires initiateurs de changement issus d'Amérique latine, appartenant au monde de l'université et au-delà. J'inclus là mes chers amis, des chefs de village et

¹ Pour en savoir plus sur la conservation de la diversité bioculturelle, consulter le site web de Terralingua: <https://terralingua.org>

gardiens de la nature de San Pablo, une petite communauté rurale guatémaltèque située au pied du volcan Tacaná à la frontière avec le Mexique, où j'ai vécu pendant plusieurs mois au titre de mes travaux sur le terrain.

Durant cette période, j'en ai appris davantage sur la complexité et la beauté déconcertantes d'un paysage multifonctionnel, en m'immergeant de manière conceptuelle et empirique dans des sujets relevant de la gouvernance des forêts, des services écosystémiques, de la conservation de la diversité bioculturelle ou encore de la gestion commune des ressources et des territoires naturels. Grâce à cette expérience, rendue possible par ma bourse de l'OIBT, et à ma routine quotidienne aux côtés de gens ordinaires, d'amis et de collègues, je suis devenu non seulement un forestier plus sensibilisé, motivé et engagé socialement, mais aussi un Latino-américain plus ancré, savant et inspiré, pour déployer mes ailes au-delà du cocon géographique et culturel de mon cher Brésil. (heureux hasard, la photo sur le site web² du Programme de bourses de l'OIBT a été prise lors d'une sortie pédagogique du CATIE au Costa Rica; Pura vida!, (C'est génial!), pour reprendre l'expression typiquement costaricaine.)

Dans le cadre de mon master, j'ai mené des travaux de recherche sur l'action participative, qui m'ont amené à élaborer un cadre associant diverses méthodes pour recueillir et analyser des données qualitatives et quantitatives. Le but était de mieux comprendre les interactions entre l'être humain et les paysages, et de déterminer les opportunités de conserver et d'améliorer les moyens d'existence des communautés rurales dans le sud-ouest du Guatemala. Ces travaux ont également fait appel à une analyse multicritères des décisions dans le cadre d'un système de cartographie et d'information géographique, des outils que j'ai utilisés tout au long de ma carrière en appui au traitement complexe et interconnecté de l'information spatiale et extra-spatiale. J'ai aussi participé à des projets de recherche collaboratifs et interdisciplinaires avec des acteurs non universitaires (des organisations non gouvernementales, des organismes publics, des communautés locales et le secteur privé), pour faciliter des discussions de groupe et les processus de planification stratégique. Plus tard, j'ai publié un article avec des enseignants du CATIE, Ronnie de Camino et Alejandro Imbach (Gutierrez *et al.*, 2012³), pour présenter une partie de mon mémoire de master.

Mon master au CATIE et mon expérience en Amérique centrale ont été le tremplin de mon parcours de vie professionnel (et personnel) ultérieur. De 2013 à 2014, j'ai ainsi été le directeur régional du programme Amazonie pour *Conservation International Brazil*, pour lequel j'ai dirigé divers projets intégrés pluripartites dans les États de l'Amapá et du Pará. En collaboration avec les autorités fédérales et régionales, nous avons accompagné le développement de deux politiques majeures de ces États: l'une sur les concessions forestières; et l'autre sur le changement climatique et les paiements des services écosystémiques. D'autres activités ont porté sur les corridors de biodiversité et la gouvernance des aires protégées; le renforcement des capacités et la gestion commune des produits forestiers ligneux et non ligneux (comme les baies d'açaí) dans les parcs de ces États et nationaux; des formations sur les jardins familiaux agroécologiques avec des populations ripariennes (les *ribeirinhos*, en portugais) et sur des accords de pêche communautaire durable; et la facilitation de la création d'un fonds étatique de dotation des forêts et ses mécanismes de financement de la conservation.

De 2012 à 2017, j'ai aussi travaillé dans les Caraïbes – en République dominicaine et à Puerto Rico, devenu ma région d'adoption bien-aimée – où j'ai coordonné trois projets consécutifs sur: 1) l'application de la législation forestière, la gouvernance et le commerce dans la région de la forêt modèle des Colinas Bajas en République dominicaine, financé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); 2) la gestion communautaire des forêts et l'éducation élémentaire dans le voisinage des aires protégées Bosque Escuela La Olimpia et Bosque del Pueblo à Puerto Rico; et 3) l'initiative des jardins de classe en extérieur de l'Université de Puerto Rico, financée par le Département américain de l'agriculture.



Lourd fardeau et résilience: Le bois de feu est un produit forestier répandu dans le Guatemala rural. Photo: © F.V. Gutierrez

Je prépare actuellement à l'École des ressources et de la conservation des forêts⁴ de l'Université de Floride, aux États-Unis d'Amérique, un doctorat centré sur la conservation et le développement en milieu tropical. Je suis aussi assistant de recherche de 3^e cycle et coordonnateur des mosaïques pour le Brésil au titre du volet Gouvernance et infrastructures du Projet Amazonie⁵, financé par la Fondation Gordon et Betty Moore qui est hébergé par le Programme de conservation et de développement en milieu tropical du Centre d'études latino-américaines de Floride⁶.

Au cours des dix dernières années, le Brésil a vu émerger plusieurs collectifs basés sur des produits forestiers non ligneux tels que la noix du Brésil (*Bertholletia excelsa*), les baies d'açaí et l'arapaima, un poisson, qui visent au sens large à traiter en collaboration à la problématique des chaînes de valeur de ces importants produits forestiers tropicaux. Les initiatives concernant la noix du Brésil comme le *Rede de Cantinas da Terra do Meio*⁷, *Guardians of the Forest*⁸ ou *Semear Castanha*⁹ sont soutenues par un vaste réseau d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, d'organisations populaires basées sur les forêts, d'institutions de recherche, de financement et de coopération, et diverses corporations. Un groupe d'experts de la noix du Brésil crée actuellement un «observatoire» de ce fruit à coque.

Mes recherches ont pour objet d'explorer cette niche. Elles visent à comprendre si et comment ces actions collectives et leurs innovations sociales connexes dynamisent le développement de la chaîne de valeur de la noix du Brésil tout en favorisant la conservation bioculturelle en Amazonie brésilienne, une nouvelle approche double qui n'a été que peu étudiée et comprise à ce jour par les chercheurs, érudits et

4 <http://sfrc.ufl.edu>

5 <https://giamazon.org>

6 <http://uftcd.org>

7 www.youtube.com/watch?v=EXI5wQGawnQ

8 https://youtu.be/Q_UYZ1DVESE

9 <https://iieeb.org.br/wp-content/uploads/2019/08/Guia-do-formador-castanheiro-DIGITAL.pdf>

2 www.itto.int/fr/fellowship

3 Cartographie des zones prioritaires pour la restauration des paysages forestiers et l'amélioration des moyens d'existence des communautés rurales dans les montagnes de San Marcos au Guatemala.



Un noyer du Brésil: Ses semences sont le sujet des travaux de recherche doctorale de l'auteur sur l'innovation sociale, l'action collective et la conservation de la diversité bioculturelle en Amazonie brésilienne. *Photo: © André Tomasi*

praticiens (Maffi & Woodley 2012; Gavin *et al.*, 2015; Secco *et al.*, 2019; Farinha *et al.*, 2020; Weiss *et al.*, 2020). De manière plus précise, je cherche dans mes travaux à explorer les circonstances régionales et particulières à tel ou tel cas (le «théâtre») au sein duquel ces mobilisations sociales, innovations et efforts de type collaboratif au niveau de la chaîne de valeur interviennent; qui en sont les parties prenantes et quels sont leurs rôles; quels en sont les facteurs propices et limitants; quelles stratégies et actions ont été adoptées pour promouvoir la durabilité, quel appui a été apporté aux moyens d'existence et à la conservation bioculturelle (principalement dans les réserves extractives d'usage durable et les territoires autochtones); et quelles sont les pistes envisagées pour aller de l'avant.

Alors, en cette année sans précédent qui a bouleversé la vie de toute l'humanité, par ce matin d'azur ensoleillé de novembre 2020, j'ai reçu le courriel m'apprenant cette excellente nouvelle que ma candidature à une seconde bourse de l'OIBT avait été «retenue et approuvée par la Commission de sélection des bourses de l'OIBT». Cette récompense est arrivée à point nommé, exactement comme, il y a dix années de cela, elle m'avait aidé à terminer mon master. Aujourd'hui, cette bourse de l'OIBT va m'aider à couvrir mes frais de travaux sur site pour 2021, sachant que, en 2020, je n'avais pu me rendre en Amazonie brésilienne pour interagir avec les partenaires et communautés locales afin de commencer à recueillir des données.

L'environnement interdisciplinaire et collaboratif de l'enseignement dispensé à l'Université de Floride a été une occasion incomparable de perfectionner mes compétences et ma pratique de la recherche. Le soutien que j'ai reçu de l'École des ressources et de la conservation des forêts et du Programme de conservation et de développement en milieu tropical – l'un et l'autre des centres d'enseignement d'avant-



Casse-tête: L'auteur étudie si et comment des actions collectives et les innovations sociales connexes dynamisent le développement de la chaîne de valeur de la noix du Brésil et la conservation bioculturelle en Amazonie brésilienne. *Photo: Henning (Schlotmann https://commons.m.wikimedia.org/wiki/File:Brazil_nuts_9576.jpg)*

garde – m'ont apporté le savoir, la motivation et les outils nécessaires pour terminer mon doctorat, et continueront de le faire. Cela me permettra de passer aux prochaines étapes de ma carrière et, surtout, d'étendre ses impacts aux domaines et régions où je vais travailler. La bourse de l'OIBT va me pousser dans cette direction.

Je prévois après mon doctorat de continuer à travailler en Amazonie brésilienne. Mon rêve est de co-fonder une organisation hybride de la société civile et de continuer à accompagner diverses pratiques de gestion forestière et de conservation de la diversité bioculturelle dans la région. Elle serait axée sur l'éducation et le renforcement des capacités pour encourager les acteurs du changement et les entrepreneurs sociaux œuvrant dans le domaine de la forêt à construire des communautés et des territoires plus créatifs, durables et résilients. Au cours des deux dernières décennies, j'ai vu et ai mieux compris les possibilités que présentent le



Toile de fond magistrale: La région d'étude de l'auteur pour son mémoire de master dans les montagnes du sud-ouest du Guatemala.

Photo: © F.V. Gutierrez

développement humain, les alliances sociales et les mouvements sociaux pour transformer de manière favorable nos rapports avec la nature et les autres. À plusieurs titres, l'engagement et l'héritage du CATIE et de l'Université de Floride, que répercutent les membres de sa faculté et l'activisme scientifique, m'ont inspiré à emprunter une voie similaire. Par conséquent, je compte non seulement promouvoir l'éducation et la formation auprès d'individus dans le milieu universitaire mais aussi des praticiens de terrain, et, par-dessus tout, des chefs de communauté et organisations populaires.

J'aspire à poursuivre mes liens scientifiques avec l'Université de Floride et d'autres centres de recherche, organisations non gouvernementales et organismes publics au Brésil, aux États-Unis d'Amérique et au Japon, ainsi qu'avec nos pays d'Amazonie voisins. Dans un esprit de grande multidisciplinarité, de création, d'ébullition, de pragmatisme et d'équipe, je continuerai à défendre la conservation des forêts tropicales et la protection de la diversité bioculturelle, en rédigeant des propositions de projets et de recherche, en gérant des subventions, et en écrivant des articles et en participant à des conférences nationales et internationales, en investissant dans le savoir des citoyens, en m'engageant dans le bénévolat, en m'engageant dans la communication sur l'environnement destinée aux populations, et plus encore. J'exprime toute ma gratitude à l'OIBT et à son Programme de bourses. Je me réjouis des initiatives et de mon développement au plan professionnel et personnel qui m'attendent au cours des dix prochaines années, en espérant jeter des ponts de collaboration entre les gens et les organisations qui partagent la même passion et le même engagement tout en étant une source d'inspiration pour d'autres, comme vous, qui m'inspireront en retour.

Bibliographie

Farinha, L., Sebastião, J.R., Sampaio, C. & Lopes, J. 2020. Social innovation and social entrepreneurship: discovering origins, exploring current and future trends. *International Review on Public and Nonprofit Marketing* 17(1): 77–96.

Gavin, M.C., McCarter, J., Mead, A., Berkes, F., Stepp, J.R., Peterson, D. & Tang, R. 2015. Defining biocultural approaches to conservation. *Trends in Ecology and Evolution* 30(3): 140–145.

Gutierrez, F.V., De Camino, R. & Imbach, A. 2012. mapping priority areas for forest landscape restoration and improvement of rural community livelihoods in Guatemala's San Marcos highlands. *Bois et Forêts des Tropiques* 66(313): 73–83.

Maffi, L. & Woodley, E. 2012. *Biocultural diversity conservation: a global sourcebook*. Earthscan, Londres et Washington, DC. 282 p.

Secco, L., Pisani, E., Da Re, R., Rogelja, T., Burlando, C., Vicentini, K., Pettenella, D., Masiero, M., Miller, D. & Nijnjk, M. 2019. Towards a method of evaluating social innovation in forest-dependent rural communities: first suggestions from a science-stakeholder collaboration. *Forest Policy and Economics* 104: 9–22.

Weiss, G., Ludvig, A. & Živojinović, I. 2020. four decades of innovation research in forestry and the forest-based industries—a systematic literature review. *Forest Policy and Economics* 120.

Tendances du marché

En Europe, la demande pourrait repartir et la gigantesque épargne des ménages être libérée en 2021

par Mike Adams

Préparé à partir du Rapport de l'OIBT sur le marché des bois tropicaux et autres sources (itto@itto.int)



Signe des temps: Nombre de commerces, tels celui-ci à Sheffield, au Royaume-Uni, ont baissé le rideau en 2020 suite à la pandémie, mais l'Europe pourrait rebondir en 2021. Photo: Tim Dennell (www.flickr.com/photos/shefftim/albums/72157713538756686)

La pandémie mondiale de Covid-19 et les mesures d'endiguement mises en œuvre par les pouvoirs publics ont de graves conséquences pour l'économie mondiale. En effet, fermetures des frontières, restrictions sur les déplacements et mesures destinées à ralentir la contagion ont perturbé les activités productives. Et ces mesures auront des effets économiques de long terme.

Selon les projections de la Banque mondiale, le produit intérieur brut mondial pourrait avoir reculé de plus de 5 pour cent en 2020, ce qui serait la contraction la plus marquée depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce sera la pire récession depuis la Grande dépression et nettement plus grave que la crise financière mondiale de 2009.

Sans surprise, cette perturbation à l'échelle du globe se traduit par une réduction de la production et donc du commerce, que ce soit au niveau local, régional ou mondial. Bien que la pandémie soit une crise sanitaire, les reculs inévitables du commerce et de la production vont avoir des conséquences douloureuses pour les ménages et les entreprises.

Selon le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Mukhisa Kituyi, «Il est impératif, par conséquent, que nous maintenions les flux commerciaux». Cela demande une coordination renforcée entre les secteurs et les pays pour restaurer la confiance des entreprises, stimuler la demande et accélérer le rétablissement économique. Et tant que nous y sommes, il nous faut jeter les fondements d'une reprise forte, soutenue et socialement inclusive»¹.

L'Europe n'a pas été épargnée par les ravages de la pandémie de Covid-19. Outre la chute de la demande en produits ligneux en 2020, le faible niveau des échanges commerciaux qui y ont été opérés a été perturbé. En raison de la répartition inégale des conteneurs d'expédition à travers le monde, qui entraîne des surplus dans certains ports contre des pénuries dans d'autres, le

commerce continue de pâtir des retards de livraison et des coûts d'expédition en hausse.

Les économistes prévoient aujourd'hui que l'économie de l'Union européenne (UE) va commencer à se rétablir au second trimestre de 2021, mais que ce rebond pourrait être prononcé, au moins au début, lorsque les restrictions vont être assouplies et les infections diminuer au fur et à mesure du déploiement des vaccins.

Durant la pandémie de Covid-19, les Européens ont épargné à des niveaux jamais vus. Si certains l'ont fait le cœur léger, beaucoup d'autres ont agi par peur; en tant que population, les Européens n'ont jamais aussi été économes depuis des décennies et ils ont amassé des centaines de milliards d'euros en liquidités et dépôts bancaires sur fond d'incertitude croissante suscitée par la pandémie. Les estimations indiquent que, dans la zone euro, le taux d'épargne des ménages – le pourcentage de revenus qu'un ménage conserve sous forme d'épargne au lieu de consommer – a atteint quelque 22 pour cent au troisième trimestre de 2020.

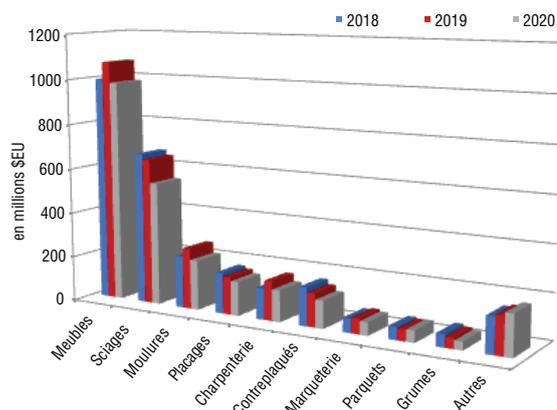
Un redressement de la demande tous azimuts pourrait faire déferler un torrent de dépenses au second trimestre de 2021. Cet aspect, conjugué au fonds de relance de 1,8 trillion EUR, un montant jamais vu, et au budget pluriannuel de l'UE, pourrait stimuler la croissance.

Des importations de bois tropicaux en baisse sur toute la ligne en 2020

Entre janvier et octobre 2020, la valeur des importations de bois tropicaux opérées par les 27 pays de l'UE (c.-à-d. à l'exclusion du Royaume-Uni, R.-U.) s'est élevée à 2,48 milliards \$EU, soit 12 pour cent de moins qu'en 2019. Il s'agit d'un chiffre qui reste toutefois supérieur à celui projeté plus tôt dans l'année lorsque la première vague de la pandémie de Covid-19 avait frappé le continent. Les confinements qui en ont résulté quasiment partout ont eu de graves effets sur l'économie de l'UE-27 et sur les pays tropicaux exportateurs.

¹ <https://unctad.org/news/covid-19-global-trade-value-chains-taxation-and-recovery>

Figure 1: Importations de bois tropicaux dans l'UE-27 par produit, janvier-octobre 2018, 2019, 2020



Note: Comprend tous les produits répertoriés au chapitre 44 du Système harmonisé (bois) issus de pays intégralement situés en région tropicale auxquels s'ajoutent les produits répertoriés «tropicaux» provenant du Brésil et d'autres pays hors UE.

Source: Analyse de données d'Eurostat par le SIM-OIBT.

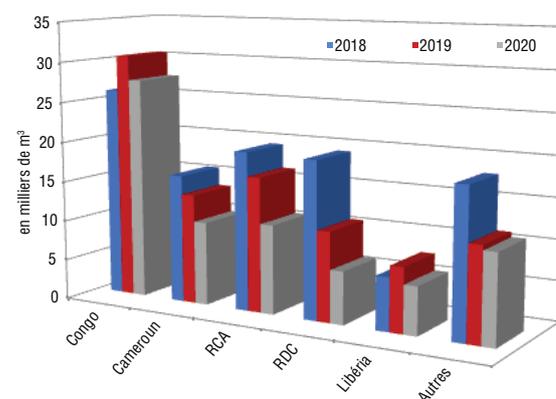
Jusqu'au mois d'octobre 2020, les chiffres des importations de l'UE-27 ont reculé de 8 pour cent (d'une année sur l'autre) concernant les meubles en bois provenant de pays tropicaux, à 982 millions \$EU; de 16 pour cent pour les sciages tropicaux, à 545 millions \$EU; de 18 pour cent pour les moulures en bois tropicaux, à 220 millions \$EU; de 10 pour cent pour les placages tropicaux, à 150 millions \$EU; de 19 pour cent pour les produits de charpenterie tropicaux, à 139 millions \$EU; de 18 pour cent pour les contreplaqués tropicaux, à 121 millions \$EU; et de 21 pour cent pour les grumes, à 36 millions \$EU (figure 1). En revanche, le chiffre des importations de parquets tropicaux a quant à lui augmenté de 3 pour cent durant cette période, à 52 millions \$EU.

Durant les dix premiers mois de 2020, les importations de produits bois tropicaux ont chuté chez toutes les six principales destinations de l'UE-27, aux Pays-Bas de 15 pour cent, en année glissante (à 502 millions \$EU), en France de 11 pour cent (à 475 millions \$EU), en Allemagne de 12 pour cent (à 384 millions \$EU), en Belgique de 8 pour cent (à 375 millions \$EU), en Italie de 16 pour cent (à 187 millions \$EU), en Espagne de 16 pour cent (à 126 millions \$EU) et en Suède d'un relativement petit 4 pour cent. Les importations ont par contre augmenté durant les dix premiers mois au Danemark de 19 pour cent (à 113 millions \$EU) et en Pologne de 12 pour cent (à 63 millions \$EU).

Importations de grumes par l'UE-27

Durant les dix premiers mois de l'année, les importations de grumes tropicales dans l'UE-27 ont dévissé de 21 pour cent, à 72 400 m³. Les importations de grumes en provenance du Congo se sont raisonnablement bien maintenues sachant que leur volume a diminué de 10 pour cent seulement (en année glissante), à 27 600 m³. On a toutefois observé des reculs marqués chez tous les autres principaux pays fournisseurs: au Cameroun de 24 pour cent (à 10 400 m³), en République centrafricaine de 34 pour cent (à 11 000 m³), en République démocratique du Congo de 41 pour cent (à 6 500 m³) et au Libéria de 26 pour cent (à 5 900 m³).

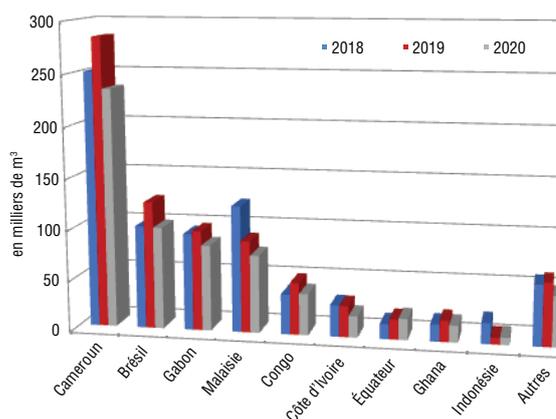
Figure 2: Importations de grumes tropicales dans l'UE-27, par pays fournisseur, janvier-octobre 2018, 2019, 2020



Note: RCA = République centrafricaine; RDC = République démocratique du Congo.

Source: Analyse de données d'Eurostat par le SIM-OIBT.

Figure 3: Importations de sciages tropicaux dans l'UE-27, par pays fournisseur, janvier-octobre 2018, 2019, 2020



Source: Analyse de données d'Eurostat par le SIM-OIBT.

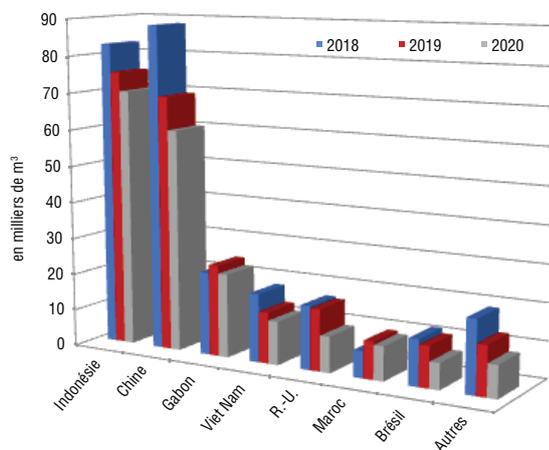
Importations de sciages et moulures d'origine tropicale dans l'UE-27

Dans l'UE-27, le volume des importations de sciages tropicaux a chuté de 17 pour cent durant les dix premiers mois de 2020, à 650 800 m³. Les importations ont affiché un net recul en provenance de tous les pays fournisseurs, dont le Cameroun (en chute de 18 pour cent, en année glissante, à 234 600 m³), le Brésil (20 pour cent, à 100 300 m³), le Gabon (14 pour cent, à 84 400 m³), la Malaisie (15 pour cent, à 76 400 m³), le Congo (20 pour cent, à 40 700 m³), la Côte d'Ivoire (31 pour cent, à 20 900 m³) et le Ghana (22 pour cent, à 16 400 m³).

L'Équateur est allé à rebours de la tendance baissière, ses exportations de sciages à destination de l'UE-27 augmentant de 6 pour cent, en année glissante, à 20 700 m³, la plus grande partie étant destinée au Danemark, probablement en raison de la forte demande en balsa pour les éoliennes. Les importations de sciages originaires d'Indonésie ont augmenté de 9 pour cent durant cette période, à 7 100 m³, une hausse toutefois suivie d'une réduction de 74 pour cent en 2018 (Figure 3).

Le recul général des importations de sciages tropicaux durant les dix premiers mois de 2020 a trouvé son pendant avec la chute similaire des importations de moulures/platelages tropicaux

Figure 4: Importations de contreplaqués tropicaux dans l'UE-27, par pays fournisseur, janvier-octobre 2018, 2019, 2020



Source: Analyse de données d'Eurostat par le SIM-OIBT.

dans l'UE-27. Les importations de ce produit ont chuté de 11 pour cent dans l'ensemble, à 143 000 tonnes, et au Brésil (en baisse de 7 pour cent, en année glissante, à 64 200 tonnes), en Indonésie (9 pour cent, à 45 800 tonnes), au Pérou (15 pour cent, à 8 000 tonnes), en Malaisie (15 pour cent, à 6 600 tonnes), au Gabon (33 pour cent, à 4 700 tonnes) et en Bolivie (27 pour cent, à 4 400 tonnes).

Importations de contreplaqués à face tropicale dans l'UE-27

Si, en septembre et octobre 2020, l'on a observé dans l'UE-27 une amélioration du rythme des importations de contreplaqués à face de feuillus tropicaux, leur total de 207 000 m³ enregistré au cours des dix premiers mois de l'année était en baisse de 15 pour cent comparé à la même période en 2019.

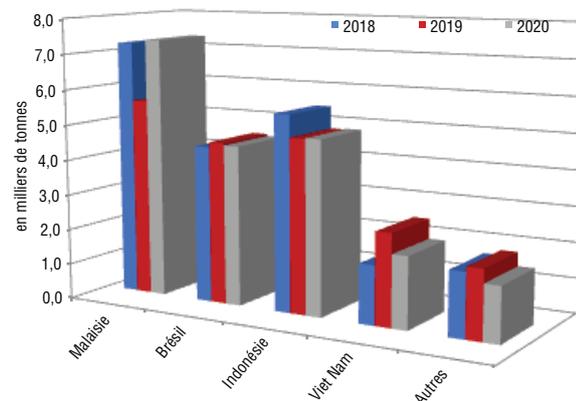
Les importations ont chuté en provenance de tous les principaux pays fournisseurs, dont l'Indonésie (en baisse de 7 pour cent, en année glissante, à 70 200 m³), la Chine (-13 pour cent, à 60 400 m³), le Gabon (-8 pour cent, à 22 700 m³), le Viet Nam (-15 pour cent, à 11 700 m³), le Maroc (-8 pour cent, à 9 300 m³) et le Brésil (-37 pour cent, à 7 000 m³). Les importations de contreplaqués à face de feuillus tropicaux opérées par l'UE-27 depuis le R.-U. (une ré-exportation car le R.-U. ne dispose d'aucune capacité de fabrication de contreplaqués) ont reculé de 41 pour cent sur cette période, à 9 700 m³ (figure 4).

Importations par l'UE-27 de meubles en bois originaires de pays tropicaux

Dans l'UE-27, les importations de meubles en bois ont sensiblement chuté en provenance de Malaisie et de Thaïlande au cours des dix premiers mois de 2020, de 16 pour cent (à 79 millions \$EU), en année glissante, et de 25 pour cent (à 26 millions \$EU), chacun. Les importations originaires des Philippines ont, elles, été plus stables, reculant de seulement 2 pour cent, à 5,5 millions \$EU.

Les importations depuis l'Indonésie ont décroché de 12 pour cent, à 267 millions \$EU, durant les dix premiers mois de 2020, en année glissante. Cette baisse intervient après un résultat relativement performant en 2019, tandis que les importations de 2020 demeuraient plus élevées comparé à la même période en 2018. La valeur des importations de l'UE-27 en provenance du Viet Nam en janvier-octobre 2020 ont été quasiment

Figure 5: Importations de parquets tropicaux dans l'UE-27, par fournisseur, janvier-octobre 2018, 2019, 2020



Source: Analyse de données d'Eurostat par le SIM-OIBT.

équivalentes à celles de l'année précédente, chutant de 0,4 pour cent seulement, en année glissante, à 415 millions \$EU.

Dans l'UE-27, les importations de meubles en bois en provenance d'Inde ont chuté de 12 pour cent durant les dix premiers mois de 2020, à 182 millions \$EU. En partie dû à des problèmes côté offre, les importations par l'UE de meubles en bois originaires d'Inde se sont quasiment arrêtées en mai 2020, avant de nettement rebondir au troisième trimestre, et pour atteindre des niveaux record pour cette période de l'année.

Les importations de parquets tropicaux dans l'UE-27 en hausse contre des importations de produits de charpenterie «autres» en baisse

Compte tenu de la conjoncture générale du marché, le léger redressement affiché par les importations de produits de parquets tropicaux, qui fait suite à une longue période de recul, a été l'une des tendances les plus inattendues observées dans les chiffres des importations de l'UE-27 sur les dix premiers mois de 2020. Les importations ont augmenté de 4 pour cent sur cette période, à 20 400 tonnes, cette progression s'expliquant par la hausse de 31 pour cent des importations depuis la Malaisie (à 7 600 tonnes), principalement destinées à la Belgique. Durant cette période, les importations dans l'UE-27 de parquets tropicaux ont légèrement augmenté (de 0,4 pour cent) en provenance d'Indonésie, à 4 900 tonnes, alors que celles originaires du Brésil ont modestement diminué (de 1 pour cent), à 4 500 tonnes. Les importations de ce produit en provenance du Viet Nam ont chuté de 22 pour cent, à 2 000 tonnes (figure 5).

L'accord du Brexit fait peu pour réduire les coûts de commercer avec l'UE côté R.-U.

La période de transition du Brexit a pris fin le 31 décembre 2020 lorsque le R.-U. a quitté le marché unique de l'UE. L'accord de coopération commerciale entre l'UE et le R.-U., qui a été signé à la dernière minute le 24 décembre, associe un accord de libre-échange à un cadre de gouvernance global. Le Brexit entre aujourd'hui dans une nouvelle phase alors que le R.-U. et l'UE peaufinent les détails de leur future relation concernant, par exemple, le commerce, les services financiers et la coopération en matière de sécurité.

La signature de cet accord signifie que les pires conséquences du scénario sans accord ont été évitées. Il prévoit en particulier qu'aucun droit de douane ne sera imposé sur les échanges commerciaux bilatéraux entre l'UE et le R.-U. et il existe une structure de gouvernance acceptée pour peaufiner les détails des futures relations commerciales dans des secteurs spécifiques et pour l'arbitrage en cas de différend. Quoi qu'il en soit, cet accord n'enlève rien au fait que le R.-U. ait quitté le marché unique et que l'époque du commerce «sans frictions» entre le R.-U. et l'UE est révolue.

Les répercussions sont visibles dans la pratique et l'accord est remarquablement mince. C'est ainsi qu'il ne couvre pas les 80 pour cent de l'économie britannique que représentent les services. Bien qu'il prévoit un commerce exonéré de tous droits de douane, il n'affranchit pas les entreprises britanniques de toutes les démarches administratives associées aux frontières douanières, y compris la nécessité de remplir des déclarations en douane à l'import comme à l'export.

La complexité des nouvelles «règles d'origine» a montré son effet très perturbateur sur nombre d'entreprises britanniques, en particulier celles qui utilisent le R.-U. comme plateforme de distribution pour le reste de l'UE. L'accord de commerce n'autorise les échanges exonérés de droits de douane et de quotas entre le R.-U. et l'UE que si les exportations remplissent des exigences draconiennes quant à leur composition. Les fabricants sont ainsi tenus d'utiliser une part précise et élevée d'ingrédients ou de pièces fabriquées au R.-U. ou dans l'UE, le pourcentage réel variant en fonction du groupe de produits.

Cela signifie que les fabricants qui exportent vers l'UE depuis le R.-U., et vice versa, doivent désormais être en mesure de prouver d'où proviennent l'ensemble des éléments. Les fabricants confrontés à des accords de libre-échange de même type préféreront souvent endosser le coût des droits de douane parce qu'ils sont en définitive inférieurs à celui des formalités.

Relations commerciales du R.-U. après le Brexit

Le Brexit étant devenu réalité, une question se pose maintenant: que compte en faire exactement le gouvernement du R.-U.? Compte tenu des coûts additionnels et des obstacles au commerce avec les plus proches voisins du pays, qui sont aussi ses plus importants clients ultramarins, il faut bien que le R.-U. en retire quelques avantages.

Le pays s'est employé à obtenir des accords commerciaux depuis la décision du Brexit. Au cours des deux dernières années, le R.-U. a signé des accords de commerce couvrant 65 pays hors UE. Dans leur quasi-totalité, il s'est toutefois simplement agi de renouveler les accords en place avec l'UE et de reproduire en grande partie les modalités commerciales dont jouissait auparavant le R.-U. en tant que membre de l'UE.

L'accord signé avec le Japon en octobre dernier a été le premier à différer de l'accord existant avec l'UE, dans le sens où il va plus loin dans des secteurs comme le e-commerce et les services financiers. Toutefois, «si l'accord revêt une certaine signification politique, il est probable que son impact économique sera très faible. Ce parce qu'il prévoit des améliorations très limitées par rapport à l'Accord de partenariat économique entre l'UE et le Japon», selon Minako Morita-Jaeger, une consultante en politique commerciale internationale et chercheuse à l'Université du Sussex.

Cela s'applique également à l'Accord de libre-échange entre le R.-U. et le Viet Nam, signé le 29 décembre 2020, qui hérite également dans sa majeure partie de la teneur de l'Accord de libre-échange entre l'UE et le Viet Nam. Il existe des différences mineures du point de vue des engagements du R.-U. à exonérer de droits de douane un éventail limité de produits agricoles vietnamiens et l'Accord prévoit des engagements différents de la part du Viet Nam concernant l'ouverture de son marché des services aux entreprises britanniques.

D'une portée potentiellement plus grande, et qui concerne directement les fournisseurs de bois tropicaux, a été cette annonce en janvier 2021 de la Secrétaire britannique au commerce, Liz Truss, que le R.-U. soumettrait prochainement une demande officielle de rejoindre l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique, une zone de libre-échange qui comprend l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam.

Suite à son pari réussi de devenir un «partenaire de dialogue» de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le gouvernement du R.-U. a pris d'autres mesures pour intégrer les blocs régionaux de l'Asie. Ce faisant, le R.-U. obtient un accès de haut niveau à l'ASEAN ainsi qu'une meilleure coopération pratique avec ce bloc régional sur le plan de diverses questions de politique. Il permet aussi au R.-U. de rejoindre d'autres partenaires de dialogue importants, dont la Chine, l'Inde et les États-Unis d'Amérique.

Le Brexit: la possibilité d'accroître les importations directes de bois tropicaux vers le R.-U.

Les effets à long terme du Brexit sur les importations britanniques de produits bois tropicaux sont encore loin d'être certains. Pour le moment, même les effets à court terme sont occultés par la perturbation inédite des chaînes d'approvisionnement, des opérations d'expédition et des marchés qu'a entraînée la pandémie de Covid-19.

Quoi qu'il en soit, il semble probable que, malgré l'accord de commerce et de coopération passé avec l'UE, la relative compétitivité des fournisseurs de bois et produits d'ameublement en bois basés dans l'UE, dont le commerce sans frictions tirait profit auparavant, va être amoindrie sur le marché du R.-U. Les fournisseurs tropicaux rivaliseront donc sur un terrain de jeu plus égal.

En outre, les premiers signes d'une grave perturbation du commerce entre les distributeurs britanniques et les grands négociants de bois durs d'Europe continentale, en particulier en Belgique et aux Pays-Bas, sont susceptibles d'encourager plus d'importations directes de bois tropicaux dans le R.-U.

En revanche, la capacité des importateurs britanniques eux-mêmes à distribuer des produits ligneux dans toute l'UE est fortement réduite. En effet, maintenant que le R.-U. a quitté le marché unique, les potentiels gains que les fournisseurs tropicaux seraient susceptibles de tirer de leur compétitivité accrue au R.-U. pourraient ne pas suffire à compenser la contrainte à plus long terme qui pèsera sur la croissance économique.

La propre analyse des conséquences du Brexit qu'a menée en 2018 le gouvernement du R.-U. sur les diverses relations commerciales entre le R.-U. et l'UE indique que, suivant le scénario le plus proche du résultat actuel (à savoir un accord de libre-échange avec des droits de douane sur les marchandises et des barrières non tarifaires égales à celles d'un accord de commerce normal avec l'UE), l'économie britannique sera de 4,9 à 6,7 pour cent inférieure dans 15 ans, comparé à ce qu'elle aurait été si elle était restée membre de l'UE.

Autres implications

Les implications du Brexit pour la fourniture de bois tropicaux au R.-U. ont été examinées dans le numéro du *Tropical Timber Market Report*² de décembre 2020. Les conclusions qui y ont été tirées sur le plan de l'introduction du nouveau régime «de droits de douane mondiaux» du R.-U., des exigences de diligence raisonnée du Règlement sur le bois du R.-U. comparé à celles du Règlement sur le bois de l'UE, des normes des produits de construction, et des exigences phytosanitaires, demeurent toutes valides. Les nouveaux droits de douane mondiaux du R.-U. s'appliquent à l'ensemble des exportations (à partir du 1^{er} janvier 2021) excepté si a) le pays ou la région a passé un accord de commerce avec le R.-U.; b) le pays en développement bénéficie d'un statut spécial avec le R.-U. au titre du Système généralisé de préférences; ou c) un quota de produits ouvert a été enregistré auprès de l'Organisation mondiale du commerce.

Pour en savoir plus, consulter: www.gov.uk/guidance/tariffs-on-goods-imported-into-the-uk et <https://ttf.co.uk/uk-global-tariff-for-wood-and-wood-products-released>

2 Volume 24 Numéro 23, 1-31 décembre 2020, pages 27-30, consultable sur: www.itto.int/market-information_service/back_issues/

Quoi de neuf sous les tropiques?

Préparé par
Ken Sato

L'Amazonie pourrait être un net contributeur d'émissions de gaz à effet de serre

Une étude de Kristofer Covey et d'une trentaine de co-auteurs publiée dans *Frontiers in Forests and Global Change* en mars 2021 dresse un bilan de ce que nous savons actuellement des sources des agents de forçage climatique, et de leurs flux, dans le bassin de l'Amazonie. Au nombre de ces agents de forçage climatique figurent le dioxyde de carbone, le méthane, l'oxyde nitrique, le carbone noir, les composants organiques biogéniques volatils, les aérosols, l'évapotranspiration et l'albédo, qui réagissent tous de manière dynamique aux changements, qu'ils soient localisés (par ex., incendies, changements d'utilisation des terres et développement d'infrastructures), ou mondiaux (par ex., réchauffement et sécheresse). Les auteurs jugent que, malgré l'incertitude considérable qui règne, le réchauffement actuel dû à des agents autres que le dioxyde de carbone en Amazonie (en particulier le méthane et l'oxyde nitrique) compense largement – et très probablement excède – le service climatique que procure l'absorption du dioxyde de carbone atmosphérique par le biome. En d'autres termes, le bassin de l'Amazonie est probablement un contributeur net au réchauffement climatique. Les auteurs disent qu'un effort réel pour comprendre et gérer la biogéochimie du climat sur fond d'évolution rapide de cette région nécessite des approches intégrées qui prennent davantage en compte les facteurs autres que le dioxyde de carbone.

Pour en savoir plus: www.frontiersin.org/articles/10.3389/ffgc.2021.618401/full

Une nouvelle vidéo dépeint le développement durable reposant sur les forêts au Guatemala

Une vidéo produite par l'OIBT et l'Institut national des forêts du Guatemala (INAB) montre comment des communautés développent des entreprises forestières adossées à des chaînes d'approvisionnement vertes, dont une qui fabrique des ustensiles de cuisine en bois et une autre de nouvelles créations à base d'aiguilles de pin. Toutes deux augmentent leurs recettes de même que l'adhésion à la gestion durable des forêts, et sont une source d'inspiration pour d'autres.

L'une des priorités de l'INAB est d'accompagner les entreprises et entrepreneurs dont l'activité est liée aux forêts. Dans ce cadre, un projet financé par l'OIBT a été mis en œuvre au Guatemala de 2015 à 2018 dans l'objectif d'encourager les activités informelles, prenant par exemple la forme d'ateliers de charpenterie d'arrière-cour, à régulariser leur activité et à s'immatriculer au Registre national des forêts via le Système informatique d'information sur les entreprises forestières (*Sistema Electrónico de Información de Empresas Forestales, SEINEF*) pour rejoindre ainsi l'économie officielle du pays.

Le projet a travaillé avec 19 petites et moyennes entreprises forestières (appelées MSME) réparties sur l'ensemble du territoire. L'une d'elles, la petite entreprise *Sacalá* (du même nom que la communauté) se trouve à San Martín Jilotepeque, dans le département de Chimaltenango, non loin de la ville de Guatemala. Sacalá, qui figure dans la vidéo, a bénéficié du concours du projet pour élaborer un plan d'activité, accroître sa capacité gestionnaire, mettre en place une structure d'entreprise plus solide et développer de nouveaux produits et designs.

Visionner la vidéo sur: www.youtube.com/watch?v=SMw33n8VUmM&ab_channel=SFMIto

En Indonésie, la foresterie communautaire doit davantage privilégier la localisation, constate une étude

En Indonésie, la foresterie communautaire (FC) rencontrerait un plus grand succès si l'on examinait les différentes caractéristiques physiques de chaque site et si l'on apportait l'assistance technique nécessaire pour équilibrer le double mandat du programme qui recouvre la conservation et la réduction de la pauvreté, selon une nouvelle étude de l'Agence américaine de développement international et du Centre de la

recherche forestière internationale (CIFOR). L'élévation, la pente et la proximité d'infrastructures – telles que routes et villages – ont des incidences sur l'issue des initiatives de FC et déterminent le sentiment des agriculteurs dans chaque lieu. L'appui des pouvoirs publics s'impose pour identifier les essences qui peuvent aider à atteindre les objectifs de reboisement de divers paysages tout en apportant des avantages manifestes en termes de moyens d'existence.

Pour en savoir plus: www.cifor.org/knowledge/forests-news/71052

Faire appel aux oiseaux pour aider à restaurer les forêts dégradées

Dans un article publié dans l'édition 2020 du *Journal of Applied Ecology*, Wesley Silva et ses co-auteurs proposent une nouvelle technique qu'ils appellent «dispersion induite des semences» conçue pour amplifier le rôle que jouent nombre d'espèces frugivores généralistes de mammifères terrestres, chauve-souris et oiseaux dans la dispersion des graines pour restaurer une forêt. Cette technique, que les auteurs ont testée dans le biome de la forêt atlantique au nord-est du Brésil, implique d'offrir des graines placées dans la pulpe de fruits marchands ou de fruits pulpeux entiers aux frugivores généralistes, qui iront les défequer ici et là après ingestion. Les scientifiques installent des mangeoires dans un site restauré et observent le modèle de visite des frugivores à l'aide de pièges photographiques. Ils installent également des pièges à semences pour récupérer les semences dispersées par les frugivores et ont offert environ 1 500 graines par semaine d'une plante, *Cecropia hololeuca* (une essence pionnière), durant une année.

Selon les auteurs, l'étude a montré que cette technique peut avoir recours aux frugivores généralistes pour aider la restauration et la régénération sur des sites où la dispersion des graines est compromise par l'absence de disperseurs ou l'arrivée limitée de graines. Induire la dispersion des graines par des frugivores généralistes, disent-ils, est une technique peu coûteuse et facile à gérer qui peut être appliquée toute l'année dans le cadre de la restauration ou de l'enrichissement d'une forêt quelle que soit l'échelle.

Pour en savoir plus: <https://besjournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/1365-2664.13731>

Un groupe explique à Joe Biden comment aider à sauver l'Amazonie

Selon *Mongabay*, un groupe bipartite d'anciens représentants officiels des États-Unis d'Amérique a proposé une série de recommandations politiques pour aider le président Joe Biden et son administration à remplir leur promesse de campagne consistant à allouer une enveloppe de 20 milliards \$EU à la protection de la forêt pluviale amazonienne. Ce groupe prévoit un Plan de protection de l'Amazonie articulé autour de quatre axes: 1) mobiliser des financements pour la conservation auprès de sources privées et publiques; 2) intégrer aux accords commerciaux des politiques respectueuses de l'environnement; 3) demander que les entreprises dévoilent et gèrent le risque de déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement et leur portefeuille d'investissements; et 4) renforcer la diplomatie internationale autour de la conservation des forêts. Si ce plan indique certes que l'aide directe de l'administration américaine au développement vise, entre autres, à «offrir des opportunités de développement économique respectueux des forêts», «récompenser les juridictions qui réduisent la déforestation dans le cadre de paiements fondés sur les résultats» et «renforcer la tenure foncière et les droits des peuples autochtones», il ne fait toutefois aucune mention de la gestion durable des forêts.

Pour en savoir plus: <https://news.mongabay.com/2021/01/how-joe-biden-can-best-put-20b-to-work-saving-the-amazon/>; <https://climateprincipals.org/amazon-plan>

Parutions récentes

Préparé par
Ken Sato

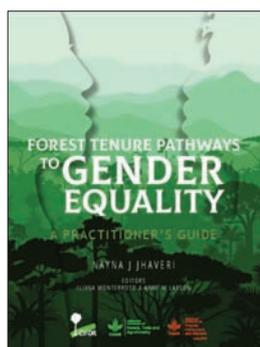


Storck, S. & Oliver, R. 2020. FLEGT VPA partners in EU timber trade 2019. Main report. Novembre 2020. OIBT, Yokohama, Japon, et Independent Market Monitor (SIM), Bruxelles.

Disponible en anglais sur : www.flegtim.eu/images/IMM_2018_Annual_Report/Final_clean_version_Natalie_VPA-Partners-in-EU-Timber-Trade-Annual-Report-2018.pdf

Cette dernière édition du Rapport annuel de l'*Independent Market Monitor* (mécanisme de surveillance indépendante du marché, SIM) indique que le régime des bois porteurs d'une autorisation délivrée dans le cadre du Plan d'action de l'UE relatif à l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT) jouit d'une reconnaissance grandissante comme moyen de réduire les risques auxquels s'exposent les importateurs eux-mêmes en vertu du Règlement sur le bois de l'UE et que l'on observe une sensibilisation accrue aux avantages, au sens large, de l'application des accords de participation volontaire (APV) dans les pays participants. Il constate par ailleurs que les négociants de l'UE s'accoutument de mieux en mieux aux processus administratifs qu'implique l'importation de bois porteurs d'une autorisation FLEGT, formalités qui sont par ailleurs très bien acceptées.

Le rapport reconnaît l'importance fondamentale de sensibiliser aux avantages de long terme qu'engendre l'utilisation durable des bois tropicaux et de remédier au préjugé environnemental sur les marchés de l'UE. Les pays partenaires d'un APV devraient être encouragés à mettre au point des stratégies individuelles de marketing pour leurs bois porteurs d'une autorisation FLEGT sur les marchés de l'UE. Le rapport souligne l'importance de poursuivre les efforts afin qu'un plus grand nombre de processus de négociation d'un APV aboutissent et d'élargir l'éventail de provenances, la gamme et l'offre en bois et produits dérivés porteurs d'une autorisation FLEGT.



Jhaveri, N.J. 2021. Forest tenure pathways to gender equality: a practitioner's guide. Center for International Forestry Research (CIFOR), Bogor, Indonésie.

Disponible en anglais sur : www.cifor.org/knowledge/publication/7909

Ce guide du praticien explique comment encourager une réforme de la tenure forestière qui tienne

compte des questions sexospécifiques dans les régimes forestiers villageois. Il offre des conseils sous de multiples formes, qui vont des idées conceptuelles à la direction opérationnelle, en passant par les bonnes pratiques, les éclairages tirés d'études de cas, les résultats de recherche et une liste de ressources pour une exploration plus approfondie. Ce guide est conçu pour accompagner une grande diversité de praticiens issus d'une multiplicité d'entités, telles que services publics, organisations non gouvernementales, organisations de la société civile, agences bailleuses de fonds, organisations de femmes ainsi que réseaux et fédérations.

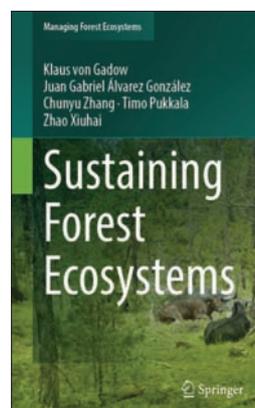


Rothrock, P., Weatherer, L., Ellis, K. & Samberg, L. 2021. Trends in the implementation of ethical supply chains: a 2020 snapshot of the cocoa sector. Forest Trends, Washington, DC.

Disponible en anglais sur : www.forest-trends.org/publications/trends-in-implementation-of-ethical-supply-chains-cocoa-2020

Cet ouvrage examine les

tendances à l'œuvre dans l'exécution des meilleures pratiques ayant pour objet de mettre en place des chaînes d'approvisionnement éthiques dans le secteur du cacao. Dans la conduite de leur analyse, les auteurs ont mené des recherches et examiné les engagements envers la durabilité, la production et les politiques d'achat, ainsi que la communication des avancées réalisées par rapport à des démarches courantes utilisées pour réaliser des chaînes d'approvisionnement éthiques.



Von Gadow, K., Álvarez González, J.G., Zhang, C., Pukkala, T. & Zhao, X. 2021. Sustaining forest ecosystems. Springer Nature, Suisse.

Disponible en anglais sur : www.springer.com/gp/book/9783030587130

Les écosystèmes forestiers englobent une grande diversité de communautés d'organismes qui interagissent avec leur environnement physique, depuis les forêts naturelles d'âges divers

aux monocultures d'âge uniforme et aux forêts secondaires envahies par des espèces exogènes. Le défi est de pérenniser la capacité de ces écosystèmes à fonctionner en s'adaptant aux évolutions du climat tout en étant satisfaisant une multitude d'exigences anthropiques. Le premier chapitre pose le décor avec une discussion sur les effets de la gestion des forêts sur les services écosystémiques. Les infrastructures d'observation de la forêt sont examinées en détail au deuxième chapitre. Le troisième chapitre présente les méthodes d'analyse de la densité et de la structure d'une forêt. Les modèles utilisés pour estimer la forme et la croissance d'arbres individuels forestiers sont présentés au chapitre 4, et les modèles de production forestière communautaire au chapitre 5. Enfin, les méthodes de conception d'une forêt pérenne sont couvertes dans le chapitre 6.

Réunions de l'OIBT

Reportée (nouvelles dates à confirmer)

4^e Conférence mondiale sur le teck 2020 – Le marché mondial du teck: Défis et opportunités pour les marchés émergents et les économies en développement

Accra (Ghana)

Info.: www.worldteckconference2020.com

Cette conférence, que l'OIBT co-organise, va se pencher sur les problématiques les plus cruciales auxquelles est confronté le secteur mondial du teck, dont les suivantes: la gestion durable des régimes des petits planteurs de teck pour approvisionner les marchés en teck de haute qualité; l'amélioration des régimes et pratiques sylvicoles en place pour assurer une meilleure gestion des peuplements afin d'obtenir un bois de teck de haute qualité; les structures du marché et chaînes de valeur dans le commerce du bois de teck et leurs conséquences sur la rentabilité des investissements en matière de teck; et l'évaluation des investissements privés et publics dans le secteur du teck, ainsi que de leurs impacts sur la situation socioéconomique et les moyens d'existence en milieu rural. Afin d'accompagner le développement durable du secteur du teck, la conférence formulera des préconisations d'ordre stratégique, conceptuel et opérationnel.

8-10 juin 2021

Conférence internationale sur l'enseignement forestier

En ligne

Info.: www.itto.int/fr/events et www.fao.org/forestry/foret-education/96827/en

Cette conférence se penchera sur les problèmes et défis rencontrés dans l'enseignement forestier sur la base d'une analyse des initiatives et approches en cours dans ce domaine ainsi que des acteurs concernés. Elle évaluera les moyens d'améliorer l'enseignement forestier et d'élaborer une vision et un plan stratégique à long terme en vue de coordonner les efforts déployés à l'international pour le faire progresser, y compris dans le cadre d'une plateforme en ligne. Cette conférence est co-organisée par l'OIBT, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) dans le cadre du Partenariat de collaboration sur les forêts avec le concours financier du Ministère fédéral allemand de l'alimentation et de l'agriculture (BMEL).

2-7 novembre 2021

57^e session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités

Yokohama (Japon)

Info.: www.itto.int/fr/events et www.fao.org/forestry/foret-education/96827/en

Le Conseil international des bois tropicaux est l'organe directeur de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Il se réunit au moins une fois par an pour discuter d'une diversité de questions présentant un intérêt pour les membres, dont celles liées au commerce légal des bois tropicaux et à la gestion durable des forêts tropicales. Les sessions du Conseil sont ouvertes aux délégués officiels et aux observateurs accrédités.

Autres réunions

Reporté (nouvelles dates à confirmer)

XV^e Congrès mondial de la foresterie

Séoul (République de Corée)

Info.: wfc2021korea.org

12-13 avril 2021

Les forêts entre les mains des femmes: Conférence internationale sur les femmes dans le secteur forestier

En ligne

Info.: forstfrauen.at/en/konferenz-2021

13-15 avril 2021 et 2^e T. 2022

Congrès mondial de l'ICLEI (les autorités locales pour la durabilité) 2021-2022

En ligne/Malmö (Suède)

Info.: <https://worldcongress2021.iclei.org>

28-30 avril 2021

16^e session du Forum des Nations Unies sur les forêts

New York (États-Unis)

Info.: www.un.org/esa/forests/forum/index.html

2-7 mai 2021

16^e Congrès international sur les tourbières 2020

Tallinn (Estonie)

Info.: www.ipc2020.com

5-8 mai 2021

La foresterie: un pont vers l'avenir

Sofia (Bulgarie)

Info.: <https://conf2020.forestry-ideas.info>

15-17 juin 2021

60^e réunion du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial

Washington (États-Unis)

Info.: www.thegef.org/council-meetings

21-24 juin 2021

9^e Conférence mondiale sur la restauration écologique

En ligne

Info.: www.cifor.org/event/9thworld-conference-on-ecologicalrestoration

22-24 juin 2021

3^e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2021

En ligne/Kuching (Malaisie)

Info.: <https://iufroacacia2020.com>

6-8 juillet 2021

Treescapes 2021

En ligne

Info.: www.birmingham.ac.uk/facilities/mds-cpd/conferences/forest/index.aspx

15-17 juillet 2021

10^e Forum international de la construction en bois

Paris (France)

Info.: www.forumboisconstruction.com/index_E.php

9-12 août 2021

Conférence mondiale 2020 sur l'ingénierie du bois

Santiago (Chili)

Info.: <https://wcte2020.com>

16-18 août 2021

20^e Conférence forestière du Commonwealth

En ligne

Info.: <https://cfc2021.ubc.ca>

16-19 août 2021

MMV10: 10^e Conférence internationale sur le suivi et la gestion des visiteurs dans les aires récréatives et protégées

En ligne

Info.: www.nmbu.no/en/events/mmv10

7-9 septembre 2021

Réunion annuelle de l'Association des bois durs décoratifs

Head Island (États-Unis)

Info.: www.decorativehardwoods.org/events/2021-dha-springconference

7-10 septembre 2021

12^e Conférence européenne sur la restauration écologique

En ligne

Info.: www.sere2021.org

3-11 septembre 2021

Congrès mondial de l'IUCN sur la conservation

Marseille (France)

Info.: www.iucncongress2020.org

20-24 septembre 2021

Invasions biologiques dans les forêts: Commerce, écologie et gestion

Prague (Tchéquie)

Info.: <https://iufro.v2.cz/cz/en>

27-30 septembre 2021

Réunion annuelle commune du Conseil de l'ingénierie forestière et Colloque international sur la mécanisation des forêts – La famille de l'ingénierie forestière: Cultiver l'avenir à partir de nos racines

En ligne

Info.: <https://cofe-formec2021.org>

4-6 octobre 2021

Aspects managériaux, sociaux et environnementaux du secteur forestier dans le développement durable

Brno (Tchéquie)

Info.: <https://iufro2021.ldf.mendelu.cz>

11-24 octobre 2021

15^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique

Kunming (Chine)

Info.: www.cbd.int/meetings/COP-15

1-12 novembre 2021

Conférence des Nations Unies sur le changement climatique 2021

Glasgow (Royaume-Uni)

Info.: <https://ukcop26.org>

10-13 novembre 2021

AUSTIMBER 2020/2021

Victoria (Australie)

Info.: www.austimber.org.au

Juin 2022

Conflits socio-écologiques en gestion des forêts: Les risques de l'adaptation (ou non)?

Nancy (France)

Info.: <https://workshop.inrae.fr/iufro-risk-analysis-nancy>

1-3 juin 2022

Carrefour international du bois

Nantes (France)

Info.: www.timbershow.com

26 juin-1^{er} juillet 2022

Maladies des feuilles, des bourgeons, de la tige et de la rouille des arbres

Durham (États-Unis)

Info.: www.iufro.org/science/divisions/division-7/70000/70200/70202

12-16 septembre 2022

ForestSAT 2022

Cracovie (Pologne)

Info.: <http://forestsat2020.forestsat.com>

Veillez noter que les réunions répertoriées ci-dessus peuvent toutes être sujettes à modification de dates ou annulées en raison de la pandémie de Covid-19. Concernant un certain nombre de réunions, la décision de leur report, annulation ou changement de date n'a pas encore été prise. Pour connaître les dernières informations, prière de se renseigner à l'adresse indiquée.

Cette liste de réunions internationales est fournie par l'OIBT à titre de service public, mais l'Organisation ne saurait être tenue responsable de toute modification de date ou de lieu, ou autres erreurs.

